Vol 18 # 25 • Du 18 au 24 Décembre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Konsèy Prezidansyèl an Ayiti: yon antite ilegal defakto, lye ak oligachi a

Page 6

COMBATTRE LA CLASSE POLITIQUE ET L'IMPÉRIALISME !



Voir page 3

Il nous faut entamer une vaste campagne internationale centrée sur un programme clair de lutte contre cette classe politique traditionnelle haïtienne et l'impérialisme occidental

Parties which Formed Haiti's Presidential Council Now Try to Disassociate from It

Page 9



Human Rights Watch contribue-t-il à la stratégie du chaos pour implémenter le Global Fragility Act ?

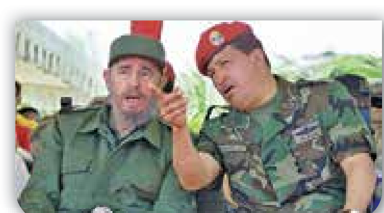
Page 7

18 DÉCEMBRE : UNE JOURNÉE SANS MIGRANTS !



Voir page 4

Le 18 décembre, Journée internationale des migrants, les organisations défendant les droits de la communauté immigrée haïtienne en République Dominicaine appellent à un arrêt de travail national



Que se passe-t-il avec la gauche latino-américaine?

Page 10



Panama : marche contre les réformes des retraites

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Tentative de recyclage pour tromper la vigilance du peuple !

Par Berthony Dupont

Ainsi, les dés sont jetés. Les 12 et 13 décembre 2024, un autre feuilleton en trompe-l'œil a débuté dans le pays avec la publication successive de trois déclarations faites par des maîtres chanteurs de la classe politique moribonde. En définitive, c'est la déliquescence des institutions et la décrépitude de la vie politique qui ont pris de plus en plus d'ampleur grâce au soi-disant Conseil Présidentiel de Transition, bâti sur le principe d'allégeance aux oligarques. Une mascarade sans pareille mise en selle par les puissances impérialistes pour nous empêtrer davantage. Cet acte qui prévaut actuellement, a prouvé à quel point ces politiciens peuvent, à l'unisson, se montrer ridiculement dociles et surtout cyniques lorsqu'il s'agit de collaborer avec l'ennemi du peuple et de servir dans des projets politiques toxiques qui vont à l'encontre de l'intérêt du pays.

Tout d'abord, on peut remarquer dans ces notes pour la presse que certains individus de la classe politique sont capables du pire pour parvenir délibérément à leur objectif. Il y a quelques mois, en effet, certaines organisations ont concocté avec la CARICOM, un sous-traitant de l'impérialisme pour faire naître cette honte nationale du Conseil Présidentiel qui leur donne la haute main sur la politique et la situation générale du pays.

Au lieu de faire leur autocritique, ces girouettes tournant au gré du vent ont au contraire fait une sorte de diagnostic, sans indiquer où se trouve la source du problème. Une manière de s'exonérer avec leur sinistre projet de remodelage sinon de correction de certaines erreurs qui pourraient sans doute les aider à réhabiliter leur sale besogne, dans l'optique bien sûr, de la continuité du système politique pourri et corrompu qu'ils ont contribué à mettre en place. C'est une gymnastique intolérable et inacceptable, que les organisations politiques ci-dessous à travers trois lettres au contenu quasi-distinct s'imaginent se laver les mains de ce qui se passe en Haïti depuis des décennies.

Qui sont ces organisations et les individus qui ont signé ces tribunes ? Pour la première, il y a Magali Comeau Denis, Ted Saint-Dic et Ernst Mathurin agissant pour le Bureau de Suivi de l'Accord Montana (BSA). Ensuite pour le compte du parti Fanmi Lavalas, on trouve les signatures de Maryse Narcisse, Joël Édouard Vorbe, Anthony Dessources et Jean Myrto Julien. Enfin, la troisième portant les signatures de Saurel Jacinthe et Me André Michel pour l'Accord du 21 décembre, Clarens Renois et Liné Balthazar pour le Collectif du 30 Janvier, Claude Joseph et Claude Edouard pour EDE/RED et Gue Verilien du parti Pitit Dessalines.

Il convient dans cette perspective d'analyser leurs déclarations tout en se rappelant que les Conseillers Présidentiels ne sont victimes d'aucun lavage de cerveau. Tous, sans exagération et sans exception, ainsi que les organisations qu'ils représentent, ont accepté de prêter le sermon d'allégeance à ceux prônant l'occupation du pays. C'est pourquoi ils sont prisonniers du capitalisme et soutiennent à juste titre la démarche de domination impérialiste. Ce que ces organisations prétendent critiquer, en réalité, pour tromper la vigilance ou la naïveté des masses populaires, comme si elles n'avaient rien à voir avec le chaos actuel, c'est l'échec du Conseil Présidentiel de Transition et la démagogie et la corruption de leurs représentants au sein de l'appareil d'État.

Leurs principales préoccupations, en fait, sont de sauvegarder un système barbare et de satisfaire leurs intérêts. Ce qu'elles disent dénoncer dans leurs discours sont insignifiants, vides de sens par rapport à leur comportement antipatriotique face aux méthodes les plus antinationales de soutien à l'occupation du pays. Il s'agit là d'une tentative de recyclage ! En d'autres termes ce ne sont que des voleurs qui crient : Aux voleurs ! Que pouvaient-ils espérer d'autre que de la décomposition du pays qui est en cours ? La question est importante car depuis des années, elles ne font que courtiser Washington dans le but de s'assurer ses bonnes grâces pendant que l'Etat haïtien se démantèle jour après jour avec l'assentiment, voire la complicité de celui-ci.

A voir la façon dont le pays est géré, en ces temps de Transition, on peut tout à fait conclure qu'il a été livré aux prédateurs de la classe politique et de l'oligarchie traditionnelle. L'une des raisons pour lesquelles ces trois déclarations arrivent presque simultanément, est que ces organisations s'inquiètent déjà du dénouement et veulent se racheter, surtout avec les nouveaux scandales de crimes et d'assassinats d'État qui s'ajoutent. C'est une honte nationale ! Il n'y a pas de mots pour décrire le ridicule de ces individus qui de près ou de loin ont apporté leur pierre à ce château de carte prêt à s'effondrer qu'est devenu Haïti.

Pour ne donner qu'un exemple, un des signataires de la note critique de Fanmi Lavalas, Anthony Dessources, a son nom sur la liste du Conseil Présidentiel pour être ambassadeur d'Haïti au Canada et l'intéressé, tout en critiquant ses amis, n'a même pas la décence de décliner le poste. On peut aussi signaler qu'un bon nombre d'activistes du Groupe Montana et de Rasin Kan-pèp la sont embauchés dans les bureaux des Conseillers Présidentiels et de la plupart des ministres pour profiter de l'argent des contribuables. Un autre fait notable à noter, le Secteur Démocratique Populaire, branche de Nènèl Cassy, et non celle de Saurel Jacinthe et d'André Michel, occupe aujourd'hui la Primature en nommant dans de nombreuses sinécures des militants à des postes rentables au sein de l'administration publique.

Le mouvement populaire n'a rien à céder aux maîtres chanteurs, vassaux de l'impérialisme qui persistent et continuent d'hypothéquer lourdement toute possibilité réelle de progrès et de changement dans le pays. A l'heure actuelle, on ne peut que combattre tous les microbes attaquant notre immune politique quelles que soient leurs formes utilisant l'insécurité comme prétexte pour ne pas prendre leurs responsabilités. N'est-ce pas prendre une fausse direction prétendre lutter contre l'insécurité quand tant de jeunes issus de quartiers défavorisés ou de non-droits sont abandonnés à eux-mêmes sans école, au chômage sans aucune perspective d'avenir et confrontés eux-mêmes à toutes sortes d'insécurité ?

Quelle triste ironie du destin de notre pays, quand à la tête de l'Etat l'on ne trouve que des corrompus, des laquais et des agents patentés des puissances impérialistes ? Que ces traîtres à la cause haïtienne sachent que leurs actes et leurs déclarations ne tromperont personne sauf leurs alliés. L'habit du système est usé. Il ne peut plus être rapiécé, régénéré pour bafouer les masses. Ces démarches désespérées à l'attention soit de la CARICOM, soit des officines des puissances impérialistes sont loin d'effrayer ceux qui ne se laisseront certainement pas détourner du chemin qu'ils ont choisi, celui de combattre jusqu'à la victoire finale pour la libération nationale d'Haïti.

Combattre la classe politique et l'impérialisme !





Le Conseil Présidentiel de Transition représentant de la classe politique moribonde



La cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (Binuh), Mme María Isabel Salvador

Par Isabelle L. Papillon

Depuis l'assassinat odieux du président Jovenel Moïse par des criminels internes et externes, avec la complicité tacite des puissances impérialistes, le pays ne se tient plus debout. Il semble qu'en assassinant le président les tueurs ont aussi voulu assassiner le pays, car depuis lors, la nation est paralysée, elle ne fonctionne plus, ce dans tous les domaines, qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux.

Lors, on a parlé d'une sorte de transition qui a commencé par la passation de l'exécutif au Premier ministre de facto Ariel Henry pour diriger le pouvoir. Bien protégé par les puissances impérialistes occidentales à travers le Core Group qui lui apportait leur soutien enthousiaste et sans réserve, Ariel a passé plus de trois ans à gaspiller les ressources de l'État, sans rien faire de concret qui puisse aller dans le sens d'une réorganisation de la société, si ce n'est piller l'État au grand bénéfice de ses clients politiques, en l'occurrence la Fusion des Sociaux Démocrates de Beauzile Supplice Edmonde et la branche du Secteur Démocratique Populaire de Marjorie Michel, André Michel, Ricard Pierre et consorts, jusqu'à ce que des groupes armés le chassent en l'empêchant de rentrer au pays, juste après un voyage au Kenya, où il préparait le déploiement d'une robuste force policière kenyane pour assurer sa sécurité afin qu'il reste au pouvoir pour continuer à diriger la descente aux enfers du pays.

Ariel a été remplacé à juste titre par un autre processus vicié d'avance baptisé du nom de Conseil Présidentiel de Transition. Ainsi ce nouvel Exécutif provisoire est formé de 9 membres en tant que président-conseillers et d'un Premier Ministre ! Apparemment, ce pouvoir devrait préparer le terrain, en créant une atmosphère de calme, de sécurité et de paix. Malheureusement, il n'a pas eu la capacité de le faire, les 9 conseillers pour soutirer de l'argent se comportant comme 9 présidents de la République comme si le peuple haïtien les avait élus pour conduire la destinée du pays.

Ce nouveau pouvoir de transition serait pire que son prédécesseur. Loin d'apporter quoi que ce soit au pays, de préférence tout ce qu'il manigance n'est que pour faire avancer le projet de sa destruction totale. Tel est l'imbroglio dans lequel nous entraîne profondément le système capitaliste qui nous enserre. Au sein de ce pouvoir, on retrouve tous les trafiquants, voire des assassins et des braqueurs de banques.

Les différentes organisations encadrant le Conseil Présidentiel de Transition ont eu une réunion avec d'Éminentes Personnalités de la CARICOM le lundi 16 décembre 2024 pour tenter de maintenir le cap. C'est une démonstration flagrante de la sauvagerie et de la mauvaise foi de ce système lorsque ces agents prennent le peuple pour des ignorants qui n'ont aucune capacité à comprendre la situation, à revendiquer leurs droits et à dénoncer leurs ennemis de classe et leurs barbaries sans cesse agissantes.

Cette classe politique est l'ennemie du peuple, il faut s'en débarrasser à tout prix. Il ne suffit pas d'exiger la démission des 9 membres du Conseil; nous nous inscrivons dans une logique de lutte permanente et constante contre cette classe politique pourrie jusqu'à la moelle. Avec qui nous ne pouvons rien faire pour redorer le blason du pays. Nous devons à tout prix lutter et combattre contre ces petits bourgeois sans colonne vertébrale, chiens de garde de l'impérialisme dans le pays. Il nous faut entamer une vaste campagne internationale centrée sur un programme clair de lutte contre cette classe politique traditionnelle haïtienne et l'impérialisme occidental.

Il n'y a pas de politique de transition à l'œuvre. A ce titre, nous dénonçons le Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (Binuh) qui dans un communiqué publié le même jour du 16 décembre a suggéré à ses pions de la classe politique de jouer « *pleinement leur rôle pour garantir le succès de la transition* ». C'est pourquoi l'une des revendications importantes du peuple haïtien est la fin de l'ingérence du Core Group. D'ailleurs, il n'y a nullement de transition en cours. Ce sont les mêmes qui trompent les masses. C'est un échec patent, total!

18 décembre : Une journée sans migrants !


Des travailleurs haïtiens en République Dominicaine



Le 18 décembre, Journée internationale des migrants, a été la date choisie par les organisations défendant les droits de la communauté immigrée haïtienne en République Dominicaine pour appeler à un arrêt de travail national. « Une journée sans migrants » est la manifestation pacifique qu'ils ont décidé de mener pour rendre visible les contributions fondamentales de la communauté immigrée haïtienne à l'économie et à la société dominicaines, et pour exiger que s'arrêtent les violations massives des droits humains perpétrées par le gouvernement dominicain.

Concrètement, les revendications du jour sont au nombre de cinq :

1) mettre fin aux expulsions massives, sommaires et collectives, qui violent la légalité internationale et l'ordre constitutionnel dominicain lui-même ;

2) ne pas entraver la régularisation de l'immigration des immigrants haïtiens et mettre en œuvre les mécanismes de restitution de la nationalité aux dominicains d'origine haïtienne prévus par la loi 169-14 ;

3) verser des pensions aux travailleurs retraités de la canne à sucre qui ont cotisé à la sécurité sociale pendant des décennies ;

4) respecter les principes d'égalité de salaire pour un travail égal et de liberté d'association pour les travailleurs immigrés haïtiens ; et

5) mettre fin aux discours de haine des autorités contre les travailleurs haïtiens, en reconnaissant leur contribution à l'économie nationale.

Toutes les organisations défendant les droits des immigrants haïtiens en République Dominicaine ont appuyé cette grève nationale de travail.

Les principales organisations haïtiennes qui ont appelé à cet arrêt de travail pour le mercredi 18 décembre en République dominicaine sont le Collectif #HaitianosRD, le Mouvement des Femmes Dominicaines-Haïtiennes (Mudha), le Mouvement Reconnu et les Associations de Solidarité des Travailleurs Migrants de la Ligne Nord-Ouest (Asomilin).

S'y ajoutent le Mouvement Socio-Culturel d'Œuvre Humanitaire et Environnementale (Mosctha), la Ligue Internationale Haïtienne (Lihaiti), le Comité de Défense Communautaire de Las Terrenas et le Conseil International des Migrations et de la Diaspora Haïtienne (Comidih).

Des agents de la DGM ont arrêté une religieuse nigériane et ont exigé des faveurs sexuelles pour la libérer

La voix des travailleurs

L'évêque du diocèse de San Pedro de Macorís et maire de Hato, Mgr Santiago Rodríguez

Le 28 novembre, la presse a publié la plainte de l'évêque du diocèse de San Pedro de Macorís et maire de Hato, Santiago Rodríguez, qui a dénoncé les pratiques de la Direction générale des migrations (DGM), qui incluent des abus physiques sur les personnes détenues dans le des processus d'interdiction de l'immigration, d'extorsion, de confinement dans des camions surpeuplés et insalubres, « *dans des conditions pires que celles des animaux* », et d'abus sexuels. L'évêque a rapporté qu'une religieuse catholique de nationalité nigériane a été récemment arrêtée arbitrairement, à qui les agents de la DGM avaient exigé des relations sexuelles afin de la libérer. La victime aurait rapporté que d'autres femmes détenues ont également subi le même type de « propositions », qui sont à proprement parler des menaces de viol.

Le gouvernement n'a pas répondu aux plaintes de Mgr Rodríguez. Le profilage racial et la présomption de culpabilité appliqués aux personnes noires, bien qu'ils constituent des pratiques inconstitutionnelles, sont pleinement institutionnalisés et sont des méthodes d'application quotidienne en République dominicaine. C'est pourquoi il est courant que des personnes soient détenues uniquement parce qu'elles « ont l'air haïtiennes », ce qui a même amené le gouvernement américain, auquel le gouvernement dominicain est ouvertement subordonné dans sa politique étrangère, à lancer une alerte en 2022, avertissant les Noirs américains du risque de détention d'immigrants en République dominicaine. À plusieurs reprises, les autorités ont tenté de minimiser les violations des droits humains perpétrées par leurs agents, les présentant comme des événements isolés. Ils l'ont fait face à des cas scandaleux d'abus de la part des répresseurs et même devant des instances internationales comme la CIDH.

Il est courant que des agents répressifs qui participent à des opérations d'immigration, qu'il s'agisse d'agents de la DGM ou de policiers ou de militaires sans aucune formation préalable en matière d'immigration, commettent toutes sortes de crimes contre la population noire du pays, en particulier contre les Haïtiens et les Dominicains d'origine haïtienne aussi des Dominicains noirs et d'autres nationalités, et même des membres des forces répressives eux-mêmes. Ces crimes comprennent les vols, la torture, l'extorsion, la détention arbitraire d'enfants, les meurtres et les violations sexuelles. Les arrestations arbitraires et les perquisitions de domiciles et d'entreprises sans décision judiciaire sont si fréquentes que les organisations de défense des droits humains considèrent qu'il existe un état d'exception qui n'a pas été formellement déclaré en République dominicaine.



Véhicules et agents de la Direction générale des migrations (DGM)

Concernant les violences sexuelles dans les opérations d'immigration, il existe des obstacles importants pour les signaler, compte tenu du climat de terreur et de persécution raciste qui prévaut dans le pays. Cependant, en septembre 2023, la Haïtienne Stephy Graph a rapporté avoir été violée par des agents de la DGM à l'aéroport international de Las Américas. La Dominicaine Cristina Martínez Lorenzo, arrêtée arbitrairement parce qu'elle est noire le 20 septembre 2023, a été expulsée du pays et s'est trouvée en situation de disparition forcée pendant plusieurs semaines, période pendant laquelle elle a été agressée sexuellement. Le 5 avril 2024, lors d'un raid illégal parmi des milliers de personnes menées chaque semaine dans le cadre de la politique de déportation massive, un soldat a violé une jeune haïtienne de 14 ans.

Le racisme officiel, la corruption et la brutalité policière, la misogynie officielle et l'impunité accordée par le PGR à ces crimes convergent dans la persistance de ces crimes atroces perpétrés par les autorités. La première présente la communauté immigrée haïtienne comme un danger pour la souveraineté et la sécurité nationale, incitant en permanence à la violence. La corruption et la brutalité policière sont masquées par une prétendue « réforme de la police » et la misogynie officielle fait des femmes une cible spécifique de la répression gouvernementale.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 2 décembre 2024

Pourquoi de nombreux policiers kenyans envoyés en Haïti démissionnent-ils ?



Des policiers kenyans en Haiti

Par Narciso Isa Condé

« En bref, il y a de l'impuissance et de la peur au sein de la police kenyane corrompue, qui a été laissée seule »

Les policiers kenyans « *démissionnent en masse en Haïti, invoquant des salaires en retard et de mauvaises conditions de travail* ».

Selon l'agence Reuters (RT 26 décembre 2024), *« une vingtaine d'officiers ont démissionné après avoir dénoncé avoir reçu leur dernier salaire en septembre »*.

La mission, soutenue par l'ONU, « *est confrontée à des problèmes de personnel et de financement*». Seuls 400 policiers kenyans «*ont été déployés sur le terrain, bien en dessous du total de 2 500 soldats qui devaient arriver avec des renforts de huit autres pays »*.

C'est ce qui est publié, mais parmi les raisons de ces désertions, il y en a d'autres, plus pertinentes :

· La supériorité numérique des bandes terroristes dotées d'armes modernes.

· Domination du théâtre d'opérations par des ressortissants haïtiens armés par les USA (connaissance du territoire et de ses habitants).

· La collusion des agents de la Police Nationale Haïtienne et des grands hommes d'affaires avec les chefs des principaux gangs.

· Le désintérêt des puissances impérialistes pour surmonter la crise.

· La cruauté des gangs et leurs liens avec la CIA, le Mossad et les paramilitaires colombiens,

En bref, il y a un sentiment d'impuissance et de peur au sein de la police kenyane corrompue, laissée seule.

Parce que ni les États-Unis, ni l'ONU, ni le Canada, ni la France ne veulent s'impliquer profondément et financer des solutions militaires cruelles qui les compromettent ouvertement. Ils préfèrent le chaos qu'ils manipulent.

Au plus fort du racisme, ils ont inventé une invasion de policiers noirs pour combattre indéfiniment les nationaux noirs haïtiens, qui les surpassent en tout.

Tout cela n'est qu'une simulation perverse.

La CIA et les commandos spéciaux américains clandestins manipulent simultanément les troupes de la police kenyane et de nombreux gangs armés, dans le cadre d'une stratégie de promotion du chaos instrumentalisé.

Les États-Unis, avec l'aide du paramilitarisme et des services de renseignement colombiens, ont formé des gangs et les ont armés pour démobiliser et terroriser le peuple haïtien qui, depuis 2016, menait des marches massives et des frappes puissantes ; exigeant la démocratisation, l'autodétermination et le changement du système politique.

C'est la raison pour laquelle cette superpuissance refuse de se passer de cette ressource criminelle, extrêmement fonctionnelle pour la démobilisation d'un peuple radicalisé.

Les États-Unis ont également fait en sorte que les troupes kenyanes simulent un intérêt pour la « pacification », sachant que cela ne changerait rien à la situation chaotique qui garantit l'état de terreur qui empêche un grand soulèvement populaire encore latent ; Pendant ce temps, le peuple haïtien, même s'il a été mal traité, n'a pas abandonné.

D'où les massacres périodiques, comme le plus récent, avec un bilan de près de 204 personnes assassinées (184 à Cité Soleil et 20 autres dans la vallée de l'Artibonite), presque toutes des personnes âgées.

Tout cela sert à la classe dominante dominicaine pour faire pression sur notre société et la tromper avec le « danger haïtien », alors que le véritable danger est la superpuissance qui domine les deux nations.

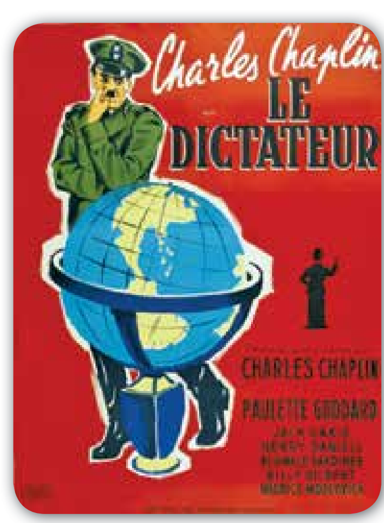
Tout cela facilite la recolonisation ici et atténue la pression sur les États-Unis, détournant le rejet de leur régime, promouvant un faux nationalisme contre Haïti et affaiblissant l'anti-impérialisme qui a renforcé la Révolution d'avril et la guerre patriotique de 1965.

Le président dominicain, Luis Abinader, en a joué le rôle, cédant à l'intérêt impérialiste de contrôler cette île des Caraïbes, en raison de son importance géostratégique sur cette frontière impériale et en raison des précieuses ressources minérales existant dans ses entrailles: or, nickel, cobalt, terres rares, titane, uranium

À cela s'ajoute la haine raciste héritée du colonialisme et recyclée dans cette étape néocoloniale ; assumé, responsabilisé et déployé par des tuteurs et des laquais, qui dégoulinent de pus, de fiel et de sang de la tête aux pieds.

Aporrea News
12 Décembre 2024

Haïti-Offre d'emploi : Dictateur demandé



Le dictateur est un film satirique américain joué par Charlie Chaplain (Film sorti en 1940)

Par Max Dorismond

Mes frangins ont la mémoire courte ou, de préférence, traînent leur esprit à ras le sol pour ne pas effaroucher les fantômes des despotes de la nation. Quand un camarade, au coin de la confidence, vient m'annoncer, en rapport à la crise récurrente, qu'on était mieux jusqu'en 1986, je brûle d'un vif désir de m'enfoncer, sur le champ, 100 pieds sous terre pour ne pas pousser un cri d'effroi. Souffrant d'aveuglement volontaire, ou du syndrome de Stockholm, il aurait, sans rechigner, déposé une gerbe de fleurs sur la tombe des anciens bourreaux.

Quand, dictateur, ce mot, synonyme de damnation, revient dans la psyché collective de la génération d'hier, un flux sanguin doit s'activer violemment en elle à titre de répulsion. En réfléchissant sans cérémonie sur le sombre tableau qui se dessine sous nos yeux tous les jours, ayons le mal courage de découvrir le résultat ou les conséquences de ce système rétrograde et innommable enduré de 1957 à 1986.

Ne coupez pas trop vite la corde qui relie nos malheurs à ce nombril. Tout ce qui se concrétise malgré tout, à l'heure actuelle, a pour origine cette époque de disgrâce qui voyait la patrie voguer en somnambule tout droit vers la catastrophe. Tout ce que nous visualisons présentement se révèle être la consécration directe de la barbarie de ce caporalisme révolu. Quelle que soit l'illustration désignée : concussion, vol, assassinat, tueries de masse, défiguration de nos cités, on y dénichera la racine de cette Fleur du mal qui éclot en couleur de sang sur le macadam. Je le répète, quel que soit le sujet épinglé, l'effet néfaste de cette autocratie passée y trouvera une place prééminente dans le déséquilibre ou la déstabilisation de l'édifice national.

Prenons simplement deux exemples :

1 — Pour consolider son pouvoir à vie, voyant se profiler à l'horizon, l'ombre des contestataires, surnommés Kamokins, le roi du sérail, effrayé, décida d'isoler toutes les villes de province en fermant tous les ports au commerce extérieur. Résultat : le taux de chômage ne se fit pas prier pour crever le plafond de la détresse. L'arrière-pays étranglé en paiera le prix fort. Les citoyens sidérés choisissent le chemin de la métropole, pour les plus démunis, ou de l'exil vers des cieux plus cléments, pour les plus fortunés.

Chaque 22 septembre, le chef suprême se défoule. Pour rabattre le caquet des récalcitrants non pressés d'applaudir, il extraira de la campagne les paysans appauvris qui ne demandaient pas mieux, pour déplacer leur oisiveté, qu'à venir remplir la capitale et de s'y installer pour toujours. Quelles en furent les conséquences? : Crise de logement, population incontrôlable, prostitution, vols, la multiplication des naissances, des enfants abandonnés et laissés pour compte. Ces derniers, rescapés des hasards de la vie, se convertissent en une source de bras à armer, disponibles pour les despotes en herbe qui les utilisent sans vergogne aujourd'hui pour leurs basses œuvres.

2 — L'autre tranche de ce roman de cimetière nous ramène sur le chemin des écoles, des autres institutions de l'État. Le dictateur suspicieux devient allergique aux esprits éclairés. Par milliers, les gens les plus éduqués, les professeurs, les professionnels de tout poil sont forcés de prendre l'exil à tout prix sous peine de laisser leur peau. Le pays se dépeuple à vue d'œil de ses fils les plus expérimentés, les plus instruits. Ils seront remplacés par des ignares, par les plus bêtes des analphabètes qui, à leur tour, vont préparer des cargaisons d'autres crétins, une manière de boucler la boucle, d'où la compilation d'incompétents qui nous dirigent depuis un certain temps.

À preuve, ça va tellement mal, à l'heure actuelle, que l'OMS (L'Organisation mondiale de la santé) qui ne reconnaît plus les diplômes d'Haïti, a retenu les services de ISTEAH (Institut des Sciences, des Technologies et des Études Avancées d'Haïti), basé à Montréal, pour accroître le niveau de la formation médicale en Haïti, par «l'élaboration des normes nationales d'accréditation des programmes d'études en science de la santé : Médecine, Médecine dentaire, Pharmacie, Biologie médicale, Sciences Infirmières, Sage-femme, etc...», tant les professionnels gradués de nos jours sont loin d'être à la hauteur de leurs confrères de jadis.

En étant confrontés aux ambitions de ces satrapes mal embouchés d'hier, nous voilà coincés à présent dans une souricière. Faute de solutions, nous réclamons le support des mêmes larrons qui nous avaient propulsés dans les entrailles de l'enfer. Regardons bien autour de nous, encore une fois. Tous les renégats qui hantent le plancher aujourd'hui ne sont que les rejetons de cette époque incontrôlable, les descendants, les héritiers du système.

Et pourtant, à en croire certains intellos, il existe des dictateurs éclairés, qui se soucient d'abord du bien-être de leur pays. En prenant l'exemple de la Chine, du Rwanda, de la Turquie, de la Hongrie, nous pourrons citer Xi Jinping, Paul Kagame, Recep Tayyip Erdogan, Viktor Orbán, etc. Or, chez nous, nos diablotins ne font que piller, voler, assassiner tous ceux qui pensent leur barrer la route. Leur devise : c'est le pouvoir, la caisse et rien d'autre!

Hier, il y avait un despote et son armée de macoutes. Aujourd'hui, les multiples héritiers, étant de la bonne école, jouent leur partition, chacun avec ses gangs de tueurs personnels. Au lieu de nous débarrasser des dictateurs, comme de la peste, on rêve de les revoir aux commandes. Ne les cherchez point, ils sont omniprésents et pratiquent déjà une répression dissimulée! Au contraire, nous avons tous un intérêt commun à empêcher la réédition de cette élite de type héréditaire ou technocratique, sinon Haïti est perdue définitivement.

Du simple député au simple sénateur, sans oublier les présidents, les ministres, les directeurs, les oligarques, tous indistinctement possèdent leur propre escadron de la mort, se font la guerre par procuration, et la victime finale s'avère être le petit peuple. Le quotidien de ce dernier est un exercice de survie. Ces bandits de l'ombre personnifient un passé rétrograde et contribuent au siège sectoriel de la capitale éreintée.

Haïti Connexion Culture (HCC) 4 Décembre 2024

Konsèy Prezidansyèl an Ayiti: yon antite ilegal defakto, lye ak oligachi a

Dezyèm pati

Sitiyasyon konplèks sa a montre nati divès kalite kriz aktyèl la an Ayiti, kote divès aktè, tankou elit politik ak lidè gang, konpetisyon pou enfliyans. Apèl pou revokasyon Konsèy Prezidansyèl la reflete dezi toupatou pou chanjman ak yon sistèm politik ki pi reponn ak bezwen tout Ayisyen, olye yon kèk privilejye.

Revandikasyon pou retire Konsèy Prezidansyèl la pa figi tankou Jimmy Chérizier, lidè kowalisyon gang G9 Viv Ansanb, souliye pwofondè mekontantman ak peyizaj politik aktyèl la an Ayiti. Chérizier, ki pozisyone tèt li kòm yon jwè enpòtan nan dinamik pouvwa peyi a, reflete yon santiman pi laj nan mitan divès faksyon an Ayiti ki devwale ak elit politik la. Ki sanble yo reflete nan tèks la ki ta pibliye pa Garry Conille byen fò revoke pa CPT sa a li menm nan yon estati defakto.

Rele pou chanjman Chérizier koresponn ak doleyans anpil sitwayen ki kwè lidèchip aktyèl la, Konsèy Prezidansyèl la reprezante, pa reponn ak bezwen ijan popilasyon an. Pozisyon li revele yon rekonesans k ap grandi estrikti politik ki egziste a, ki gen ladan manm konsèy tankou Leslie Voltaire ak Gérard Gilles, yo wè li kòm yon pati nan pwoblèm nan olye solisyon an.

Patisipasyon lidè gang yo nan diskou politik endike yon chanjman nan dinamik pouvwa an Ayiti, kote figi tradisyonèl politik yo ap deplizanpli defye pa aktè ki pa Leta ki pretann yo reprezante enterè moun ki majinalize yo. Enfliyans Cherizier ak revandikasyon li genyen pou li revoke nan Konsèy la mete aksan sou nesesite ijan pou yon refòm politik ki vrèman abòde enkyetid moun yo epi k ap chèche kraze sik vyolans ak koripsyon.


Jimmy Chérizier

Sitiyasyon konplèks sa a montre nati divès kalte kriz aktyèl la an Ayiti, kote divès aktè, tankou elit politik ak lidè gang, konpetisyon pou enfliyans. Apèl pou revokasyon Konsèy Prezidansyèl la reflete dezi toupatou pou chanjman ak yon sistèm politik ki pi reponn ak bezwen tout Ayisyen, olyeke kèk privilejye Eliminasyon Konsèy Prezidansyèl la pa moun tankou Jimmy Chérizier, chèf gang G9 la lidè kowalisyon Viv Ansanb mete aksan sou pwofondè mekontantman genyen ak peyizaj politik aktyèl la ann Ayiti. Cherizier, ki pozisyone tèt li kòm yon jwè enpòtan oswa yon rebèl nan dinamik pouvwa peyi a, reflete yon santiman pi laj nan mitan divès faksyon an Ayiti ki dezavwale ak elit politik la.

Leta pa may

Sendika bandi viv nan san n
Fin kankannen lopital an sann
Fè vye maleng ensikirite 24/24 la
Tounen java ensekirite pasi pala
Leta grapyay pran pòz li alaway
Leta fyèl grapyay pa menm may
Revolisyon grenn nèg sèl bandi
Mache pike dife nan toutouni
Pike dife nan grenn je mèt minwi
Pike dife jis nan revè fyèl simagri
Mouche ak Madan Leta simagri
Nan liv sekirite a pa wè anyen epi
Depi konbye tan konsè rèl ayayay
Kansè monte chwal li an grapyay
Devan katedral pete deblozay
Mouche ak Madan Leta grapyay
Pa menm janm sonje pou yo may
Mouche ak madan Leta pa may
Mouche ak Madan Leta pa batay
Tmouche ak Madan Legen yo bay

Diskou nan bouch pawòl dife pay
Pa menm fè pèp k ap manje miray
Vanse sou wout chimen zomangay
Ti tchovi anba tant tout vye koutay
ONG fè mago sou lòdè move tray
Epi Mouche ak Madan Leta pa may
Karikòm ONI OEA pa janm di way

J. Fatal Piard

Human Rights Watch contribue-t-il à la stratégie du chaos pour implémenter le Global Fragility Act ?



José Miguel Vivanco, directeur de Human Rights Watch Amériques, tient un rapport devant les médias à Bogota (crédit photo : REUTERS)



Le Global Fragility Act : un nouvel outil militaire de Washington pour contrôler un pays indomptable

Par Henriot Dorcent

Ne dit-on pas que *« la fin justifie les moyens »* ? (Machiavel, Le Prince). Autrement dit, « *tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins* ».

En effet, dans le contexte de la crise politique haïtienne, on justifie tous les moyens pour atteindre le but visé de la classe politique traditionnelle, à savoir une nouvelle occupation militaire étrangère d'Haïti. Il est évident que certaines exactions des groupes armés en Haïti, notamment les récentes violences du dimanche dernier, 15 décembre 2024 dans le quartier populaire de Poste Marchand et celles du 7 décembre au Wharf Jérémie en sont la preuve. Selon le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), une organisation dénuée de crédibilité opérant sous le contrôle de la National Endowment for Democracy (NED), 184 personnes ont été massacrées par le chef bandit Micanord. Un fait rapporté jusqu'ici sans la moindre illustration, condamné à juste titre par l'ambassade américaine et propagé par les Nations Unies.

Cette nouvelle tombe à point nommé et semble servir de prétexte à certains secteurs très déterminés pour réclamer à la vitesse de l'éclair et sans aucune enquête sérieuse une nouvelle occupation du pays. Le suspect n'a pas été arrêté jusqu'à présent et aucune plainte n'a été déposée contre lui. Ne soyons pas surpris si les réactionnaires internes ou externes n'ont pas contribué à préparer ce carnage néfaste au point de l'utiliser pour leur cause. !

En ce sens, tout progressiste, de surcroît honnête conséquent, a le devoir non seulement de remettre en cause toutes les démarches qui n'ont pas été clairement prouvées et dont les forces réactionnaires se servent pour propager leurs intérêts mais aussi de les dénoncer sans relâche jusqu'à preuve du contraire. A cet égard, l'ingérence de l'organisation Human Rights Watch (HRW), qui recommande à l'ONU le déploiement urgent d'une mission des Nations Unies en Haïti dans une note publiée le lundi 9 décembre 2024, n'est pas entièrement innocente. Selon HRW : « *Pour éviter que la situation ne se détériore davantage et pour donner au peuple haïtien une réelle opportunité de reconstruire sa vie avec espoir et dignité, le Conseil de sécurité de l'ONU devrait autoriser d'urgence une mission onusienne à part entière…* » La note conclut en affirmant que *« les Haïtiens ne peuvent pas attendre : des millions de vies dépendent d'une action internationale urgente et décisive »*.



Volker Türk, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme

Quel mensonge mêlé d'hypocrisie ! Car Human Rights Watch n'a pas dénoncé les déportations de 70 personnes par le Département de la Sécurité intérieure la semaine dernière. Ce n'est pas à Human Rights Watch de sensibiliser l'opinion publique sur Haïti au Conseil de sécurité de l'ONU. Les Haïtiens l'ont proclamé haut et fort, nous n'avons pas besoin d'une nouvelle force d'occupation, Haïti a besoin d'une coopération technique, commerciale, financière et militaire d'égal à égal avec tous les peuples qui luttent pour leur libération du joug de l'impérialisme néocolonialiste occidental. Leur doctrine diplomatique envers Haïti n'a pas changé depuis 1804 : *« semer la division dans nos rangs pour mieux nous dominer et nous exploiter en nous maintenir dans une pauvreté abjecte pour ne pas servir de modèle aux autres colonies européennes » dans les Caraïbes et en Amérique latine ou pour les Afro-Américains d'Amérique du Nord* ». Human Rights Watch ferait mieux d'exiger des réparations pour les plus de 10 000 victimes du choléra de la dernière mission militaire des Nations Unies à Haïti MINUSTAH de 2004 à 2017. Dans la même veine, pourquoi Human Rights Watch accusant Israël de « crimes contre l'humanité » et de « nettoyage ethnique » n'a-t-il jamais demandé aux Nations Unies d'envahir Israël, alors que depuis le 7 octobre 2023, quelque 1,9 million de personnes ont été déplacées à Gaza et plus de 41 870 personnes sont mortes dans le territoire palestinien sous les bombes sionistes?

Dans le cas d'Haïti, la mise en scène serait bientôt complétée par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme : « *Au moins 184 personnes sont mortes à Port-au-Prince ce week-end dans des violences orchestrées par un chef de gang, a indiqué lundi l'ONU, portant le bilan des morts à 5 000 personnes* » cette année en Haïti. « *Rien que le week-end dernier, au moins 184 personnes ont été tuées dans des violences orchestrées par le chef d'un puissant gang dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince, dans le quartier de Cité Soleil* », a déclaré Volker Türk, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, lors d'une conférence de presse à Genève (Suisse), sans aucun rapport d'un juge de paix ni rapport d'enquête de la police judiciaire. Nous sommes suffisamment expérimentés pour comprendre la rapidité avec laquelle la situation en Haïti a suscité plus d'intérêt aux Nations unies que la démission du président Bachar Al-Assad à la suite de négociations avec un certain nombre de participants au conflit armé sur le territoire de la Syrie ordonnant un transfert pacifique du pouvoir et l'avancée des forces militaires israéliennes dans le Golan démilitarisé depuis 1973.

Nous condamnons de toutes nos forces ces meurtres aveugles et suspects pour servir de prétexte à la demande d'une mission des Nations Unies dans le cadre du Global Fragility Act de 2019. Rappelons-nous les armes de destruction massive de l'Irak comme prétexte à l'invasion de l'Irak en 2003.

Le Fonds Monétaire International ajoute à ces pressions et prétextes : « *Les directeurs du Fonds Monétaire International ont exhorté les autorités haïtiennes « à terminer et publier l'audit 2023 de la Banque centrale afin de démontrer leur engagement envers la transparence et de limiter les interventions sur les marchés des changes pour lisser la volatilité excessive du taux de change* », lit-on dans la Communication des Résultats des Consultations de l'Article IV du Conseil Exécutif du Fonds Monétaire International (FMI) avec Haïti, le 10 décembre 2024. Et la Federal Aviation Administration américaine FAA a renouvelé l'interdiction faite aux avions commerciaux immatriculés aux États-Unis de voyager en Haïti jusqu'au 12 mars 2025 : *« La FAA renouvellera l'Avis des Missions Aériennes (NOTAM) interdisant les opérations en dessous de 10 000 pieds dans des zones spécifiées d'Haïti jusqu'au 12 mars 2025. »* Tout ce chaos, toutes ces tergiversations, toutes ces intrigues, toutes ces demandes de réouverture de l'aéroport de Maïs gâté, ne sont que des manœuvres pour la prétention de convertir la force kenyane en force des Nations Unies en vertu du Global Fragility Act de 2019.

Nous avons besoin d'une conspiration de vrais progressistes pour une lutte de libération nationale. Nous exigeons une enquête sérieuse sur les tueries du Wharf de Jérémie et l'arrestation du coupable. Sur ce, nous disons : Non à toute ingérence étrangère en Haïti !

Progressistes de tous les pays, unissons-nous pour une lutte de libération nationale d'Haïti.

Liberté ou la mort ! La patrie ou la mort !

Garry Conille, les raisons de son limogeage !



Leslie Voltaire et Garry Conille

Par Catherine Charlemagne

(Troisième partie)

Avec la déportation des haïtiens par milliers de la République dominicaine, un Conseil des ministres avait été programmé par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) pour le 16 octobre 2024 en vue, justement, de faire le point sur ce renvoi massif dans des conditions inhumaines par le Président Luis Abinader, mais surtout avec la ferme conviction d'exclure définitivement Dominique Dupuy puisqu'elle avait déjà l'interdiction de venir à la Villa d'Accueil. Mais, ce Conseil des ministres avait été purement et simplement annulé. Garry Conille et les autres membres du gouvernement refusaient tout bonnement de mettre les pieds à la Villa d'Accueil si Dominique Dupuy devait être limogée dans la foulée. Pire, et c'est l'ultime affront fait au CPT, le Premier ministre lui, a pu tenir sans encombre, le même jour et à la même heure, en sa Résidence officielle à Bourdon située à un jet de pierre de la Villa d'Accueil un … Conseil de gouvernement avec l'ensemble de ses ministres.

Lors de ce Conseil de gouvernement ce 16 octobre 2024, plusieurs résolutions ont été prises concernant, entre autres, la situation des haïtiens en République dominicaine et surtout une « Résolution » dans laquelle l'ensemble des ministres du gouvernement déclare être solidaire du ministre des Affaires Étrangères et s'oppose à sa révocation et surtout ils disaient apporter tout leur soutien au Premier ministre dans son bras de fer avec le CPT. A l'issue de ce Conseil de gouvernement, la Primature a émis un Communiqué dans lequel on peut lire « *…Suite à une délibération, le Conseil de gouvernement, à l'unanimité, tout en mettant l'accent sur le dialogue et la concertation, a exprimé son soutien total et ferme au Premier ministre dans sa décision de s'opposer à tout changement de ministre en dehors des prescrits de la Constitution et des termes de l'Accord du 3 avril 2024, réglementant cette Transition Pacifique et Ordonnée* ». A partir de cet acte de désobéissance officielle de l'ensemble du gouvernement, le conflit passe à un niveau supérieur.

Finalement, ce n'est plus le départ d'un ou de plusieurs ministres qui est réclamé par la présidence, c'est le renvoi de l'ensemble du cabinet ministériel qui est sur la table dans la mesure où tous les ministres, par solidarité avec leur collègue, rentrent dans le conflit et prennent fait et cause pour le chef du gouvernement. Mais, jusque-là, à aucun moment, il n'était précisé que le Premier ministre devrait aussi démissionner. Certes, Garry Conille était toujours dans la ligne de mire du nouveau Président du Conseil Présidentiel de Transition, Leslie Voltaire. Mais, c'est surtout la tête de la cheffe de la Chancellerie qui était réclamée et le rappel des deux ambassadeurs d'Haïti - Louis Harold Joseph à Washington et Antonio Rodrigue auprès des Nations-Unies- pour explication.

Avec la fronde générale de l'ensemble du gouvernement, le CPT passait aussi à un autre niveau dans la surenchère, sans jamais dévoiler sa véritable intention ni même laisser apparaître qu'il avait l'intention de limoger le Premier ministre. Suite à l'annulation du Conseil des ministres avec le CPT et le fait que Garry Conille semblait prendre le dessus sur la présidence, comme d'habitude, en Haïti, certains commençaient à évoquer la Constitution. Dans tous les médias du pays, le débat allait bon train. La Primature qui, depuis l'arrivée de Garry Conille, avait le soutien de la plupart des médias dans la capitale commençait à faire sortir ses experts. Dans toute la presse, on ne parle que de ce conflit opposant les deux branches de l'Exécutif. Ainsi, le mercredi 16 octobre 2024, *radio Magik9* devait donner la parole à un spécialiste de la Constitution, il s'agissait de Me Napoléon Lauture, pour avoir son avis sur les décisions relatives à la Constitution prises par les deux protagonistes. Malgré un exercice très détaillé tout en cherchant à garder une certaine neutralité et objectivité ce spécialiste en droit administratif, n'a pas pu convaincre grand monde.

Puisque, sa longue réponse appuyant sur la Constitution laissait tout le monde sur sa faim. Maître Napoléon Lauture n'a fait que reprendre tout ce que dit la Constitution en matière de séparation des pouvoirs entre l'Assemblée Nationale qui n'existe pas et les deux têtes de l'Exécutif qui, chacune, a ses propres prérogatives en tant que pouvoir. Le mieux, c'est de lire un court extrait de la déclaration de Me Napoléon Lauture sur ce conflit, les différentes « Résolutions » et la légalité constitutionnelle. Il disait *« Tout est politique. Cette « Résolution » qui aurait été votée a un caractère politique, car la Constitution ne donne aucun pouvoir ni au Président ni au Premier ministre de prendre une quelconque décision à l'encontre d'un ministre. Dans la légalité constitutionnelle, l'autorité qui détient le pouvoir de révocation, c'est le Parlement. Nous sommes en dehors du droit. Au plus haut sommet de l'État, il ne devrait y avoir de friction ni de rupture surtout dans ce contexte particulier, avec un Conseil Présidentiel multicéphale.*

La Constitution haïtienne prévoit une répartition du pouvoir entre le Parlement, le Président qui détient des pouvoirs personnels et des pouvoirs partagés, et le Premier ministre. Selon la Constitution, le Premier ministre a l'initiative de la conduite de la politique de la nation et c'est lui qui détient le pouvoir de nomination et de révocation au sein de l'Administration publique. Le Président détient le pouvoir d'assurer le respect de la Constitution, la stabilité des institutions et la pérennisation de l'État. La Constitution ne prévoit pas de moyen, pour un Président de la République, de passer des instructions directes à un ministre. Dans le cadre du fonctionnement du gouvernement, il y a le Conseil des ministres, qui est convoqué par le Président, où sont décidées les grandes décisions stratégiques. Cet espace collégial est le lieu idéal pour aborder les questions liées aux ministères » document *Magik9* du 16 octobre 2024. Après son refus de venir avec son gouvernement pour un Conseil des ministres le mercredi 16 octobre à la Villa d'Accueil, Garry Conille reprenait l'initiative.

C'est lui maintenant qui prend la plume et impose ses conditions pour une éventuelle reprise de Conseil des ministres sous l'autorité du CPT. Dans sa correspondance datant du 16 octobre 2024, le Premier ministre fait la leçon au Président du CPT, lui pose une série de questions tout en imposant les conditions, d'après lui, qui pourraient faciliter la levée de certaines hypothèques et donc faciliter les conditions pour une reprise des Conseils des ministres. Il s'étonna aussi des échanges que Leslie Voltaire disait avoir eus avec lui durant leur réunion hebdomadaire à la Villa d'Accueil portant sur la mauvaise gouvernance et sur la composition d'un éventuel gouvernement évoqué dans une lettre en date du 15 octobre.

En effet, d'après ce courrier, le CPT soulignait, effectivement, le manque de cohésion au sein du gouvernement et disait ses préoccupations concernant la performance du gouvernement et de ce fait, il réclamait un changement de cabinet ministériel urgent pour plus d'efficacité et pour répondre davantage aux aspirations de la population. Selon le chef du gouvernement, il ne se souvient pas qu'il ait eu ce genre de conversation avec le Président du CPT et qu'il ait donné son accord pour un nouveau cabinet ministériel. Même si, finalement, il faisait semblant d'assouplir ses positions, en réalité, si on lit bien sa lettre à Leslie Voltaire, l'on remarquera qu'en gros, la situation demeure au point mort et que la crise au sein du pouvoir Exécutif continue. « *Pour mémoire, lors de cette réunion, il n'a jamais été question de dresser le bilan des quatre premiers mois de l'action gouvernementale, comme vous semblez le suggérer. Rien dans nos discussions ne faisait référence à un tel exercice.*

De plus, il est important de rappeler que le Conseil Présidentiel de Transition avait été formellement invité à participer à la présentation publique des cent premiers jours de l'action gouvernementale, mais n'y a pas assisté en raison d'un conflit d'agenda. Quant à l'appréciation que vous attribuez au Conseil sur la composition du cabinet ministériel et la gestion de plusieurs portefeuilles par un même ministre, je tiens à souligner qu'aucun de ces sujets n'a été abordé. Aucun mot n'a été échangé à ce propos, ni sur une quelconque « performance décevante » de l'équipe gouvernementale.

J'aimerais également souligner que l'image de l'exécutif à laquelle vous faites allusion ne se limite pas au gouvernement seul. Elle engage tout autant le Conseil Présidentiel de Transition. Aux yeux de la nation, nous formons une entité unie et solidaire dans la responsabilité. Si des failles apparaissent dans l'une des composantes de cet exécutif, elles affectent inévitablement l'autre. Si l'image du gouvernement est remise en question, cela résulte aussi du fait que certains dossiers essentiels, qui entravent le bon fonctionnement de l'administration publique et la mise en œuvre de la feuille de route du gouvernement, restent bloqués.

Ces correspondances, selon la lettre, sont relatives à des dossiers tels que la nomination des Directeurs généraux, des délégués et vice-délégués, le remplacement des conseils communaux dysfonctionnels, la finalisation du processus de mise en place d'un Conseil Électoral Provisoire pleinement constitué de ses neuf membres, la mise en place du fonds de soutien à la sécurité nationale, ainsi que la nomination des ambassadeurs pour rétablir et renforcer les relations diplomatiques à l'international. pour permettre à l'État de répondre aux besoins de la population, garantir la continuité de nos institutions que pour ouvrir la voie à des milliers de jeunes femmes et hommes désireux d'intégrer la fonction publique nationale et locale. Sans ces avancées, les efforts du gouvernement, notamment en matière de lutte contre la corruption et d'assainissement des institutions, risquent de rester au point mort, et les attentes légitimes de notre peuple ne seront pas satisfaites, particulièrement en ce qui concerne l'aboutissement de la transition le 7 février 2026 avec la dotation du pays d'une Constitution révisée et d'élus issus d'élections générales inclusives, crédibles et non contestées.

Enfin, la stratégie visant à réduire les dépenses publiques a été convenue, partagée et acceptée par le CPT. Il s'agissait d'une décision mûrement réfléchie, et si aujourd'hui elle fait l'objet de remise en question par le Conseil Présidentiel de Transition, je me tiens à votre disposition pour en discuter. Toute modification dans la structure gouvernementale doit répondre à une évaluation rigoureuse, guidée par l'exigence d'efficience et de stabilité, condition indispensable à la réalisation des élections d'ici la fin de 2025.



Garry Conille au Quartier général des Forces Armées d'Haïti (FADH)

Il est également impératif de rappeler que ces changements doivent respecter les prescrits de la Constitution de 1987 amendée et les termes de l'Accord du 3 avril 2024. »

Après ce long courrier adressé à Leslie Voltaire, on avait l'impression qu'il existait deux Pouvoirs exécutifs en Haïti. De part et d'autre, on prenait des initiatives séparées non pas pour sortir le pays du marasme dans lequel il est plongé, mais une façon pour chacun des protagonistes d'exister et de marquer son territoire dans la région métropolitaine, en tout cas ce qui en reste. Dans cette course à la jambe de bois, la Primature avait ouvert le bal des visites auprès de certaines institutions qu'elle estimait être la clé de voute pour la réussite de la transition. Ainsi, le dimanche 20 octobre 2024, Garry Conille avait visité des points stratégiques des forces de l'ordre. Le Quartier général des Forces Armées d'Haïti (FADH) au Champ de mars où il a eu un long entretien avec la hiérarchie militaire notamment avec le Lieutenant-Général Derby Guerrier, chef d'Etat-major général de l'armée haïtienne.

Ensuite, il s'est rendu à l'Académie de police sur la Route Frère à Pétion-Ville. Habillé en treillis militaire et coiffé d'un casque d'acier portant très visiblement l'initial PM pour Premier ministre, à la manière d'un certain Dr François Duvalier, en compagnie du Commandant en chef de la police Normil Rameau, il avait harangué les troupes tout en demandant aux policiers s'ils étaient avec lui. « *Eske nou avèk mwen* ? (Êtes-vous avec moi ?) Je veux des gens courageux, des gens de conviction, prêts à se battre. *Mwen bezwen nou mache sou … anfas la* ! », (J'ai besoin que vous marchiez sur ceux d'en face !). De qui parlait-il ? Mystère. En tout cas, un message assez ambigu envoyé forcément au Conseil Présidentiel de Transition ou même pour faire peur aux Conseillers-Président qui pensaient lui barrer la route du pouvoir. Ensuite, il a repris la route pour se rendre au siège de l'UTAG (Unité Temporaire Anti-Gang).

Là aussi, il a appelé cette Unité spécialisée à être prête au combat pour contrecarrer les menaces qui pèsent sur le pays, selon lui. A l'issue de ces spectacles que certains trouvaient dangereux rappelant de mauvais souvenirs pour le pays et d'autres qui trouvaient ces discours irresponsables, la Primature avait publié sur son compte **X** un communiqué du chef du gouvernement dans lequel il disait *« J'ai vu de mes propres yeux le courage et la résilience de nos forces aujourd'hui. Nos troupes et l'UTAG sont prêtes à affronter les menaces qui pèsent sur notre pays. Leur combat est notre combat. Ensemble, nous libérerons Haïti des gangs ! J'ai convoqué en urgence une réunion de haut niveau avec les forces de sécurité nationale et les membres de son gouvernement afin d'évaluer la situation préoccupante qui prévaut, en particulier à Port-au-Prince et dans la région de l'Artibonite.*

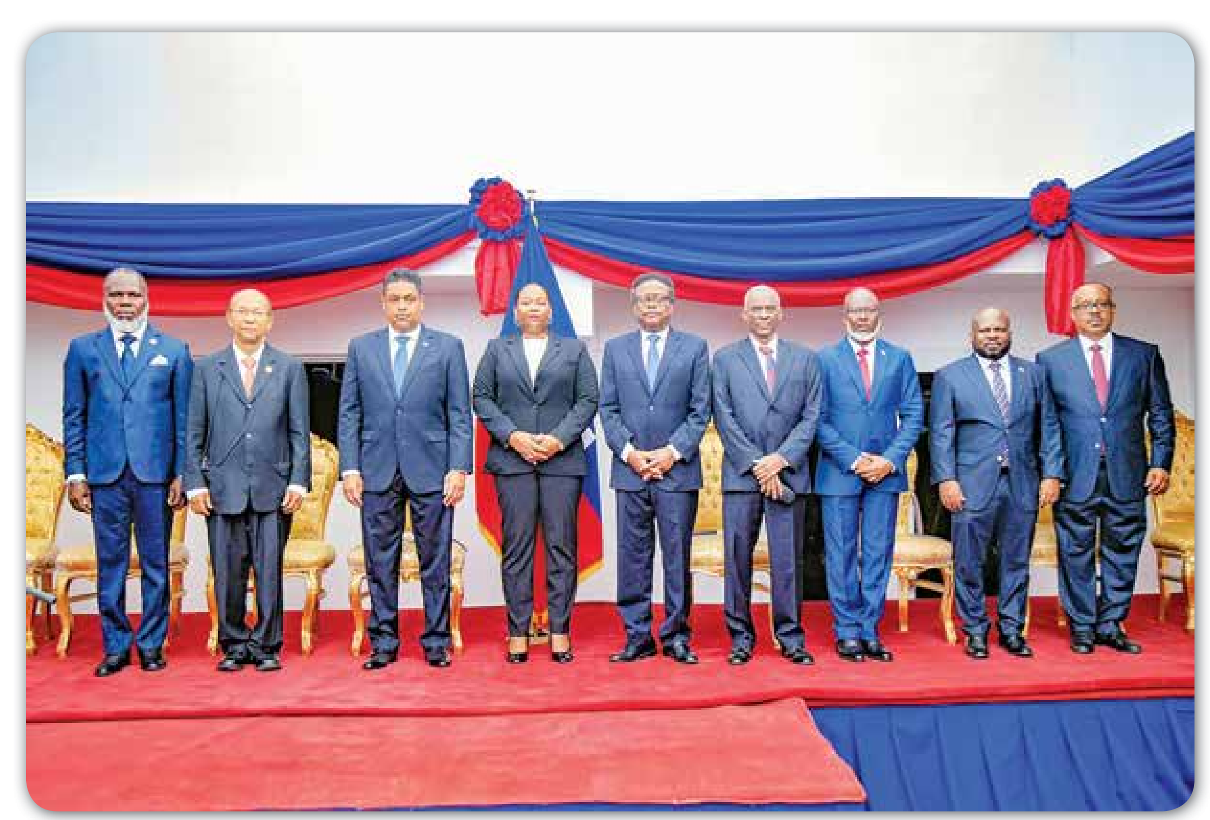
J'ai réaffirmé avec fermeté notre position : nous ne céderons aucunement des quartiers stratégiques comme Solino et d'autres zones récemment libérées. La sécurité de nos concitoyens est non négociable. J'ai pris la décision d'ordonner le rappel immédiat de plusieurs centaines de policiers et soldats des unités d'élite actuellement affectés à la protection de VIPs, afin qu'ils soient redéployés là où la lutte pour la sécurité est la plus intense, dans les zones de combat. Chaque membre de ces unités doit désormais contribuer directement à la défense de notre territoire. Par ailleurs, je rencontrerai nos partenaires de la Communauté internationale pour souligner l'urgence de renforcer la coopération afin d'appuyer les efforts du Conseil Supérieur de la Police Nationale (CSPN) et des Forces Armées d'Haïti (FADH). C'est ensemble, avec l'appui de nos alliés, que nous réussirons à restaurer l'ordre et à garantir la sécurité pour chaque Haïtien ».

Le lendemain, 21 octobre 2024, c'était le tour du Président du Conseil Présidentiel de Transition de faire sa tournée des popotes mais de manière plus modeste. Leslie Voltaire, en compagnie d'autres membres du CPT, s'est déplacé d'abord au Grand Quartier général des FADH et à la Direction générale de la PNH pour rencontrer séparément les deux hiérarchies des forces de sécurité du pays. En effet, dans une note de presse émanant de la présidence haïtienne, on apprenait que « *Le Président du Conseil Présidentiel de Transition, S.E.M. Leslie Voltaire, accompagné d'autres membres du Conseil Présidentiel de Transition a conduit, ce lundi 21 octobre 2024, une nouvelle rencontre de travail avec le Commandant en chef des Forces Armées d'Haïti (FAd'H), le Lieutenant-Général Derby Guerrier, le Directeur général de la Police Nationale d'Haïti, M. Normil Rameau, et des hauts gradés de l'institution policière. Cette réunion stratégique avait pour objectif de réviser et de mettre à jour les dispositions déjà prises pour coordonner les efforts en vue de rétablir l'ordre sur l'ensemble du territoire. Ce fut également l'occasion pour les hauts responsables de la sécurité d'évaluer la situation préoccupante qui prévaut à Port-au-Prince ainsi que dans plusieurs villes de province* ». Dans les deux cas, la République n'est pas gouvernée et la gouvernance politique se faisait concurrence entre elle pendant que la population boit la tasse. **(A suivre)**

C.C

Parties which Formed Haiti's Presidential Council Now Try to Disassociate from It

Thieves Trying to Fool the People by Shouting: "Thief"



Haiti's Transitional Presidential Council (TPC) is now under fire from the parties who nominated its members. From left to right: Frinel Joseph (observer, Religious Sector), Leslie Voltaire (Lavalas Family, current president), Laurent Saint-Cyr (Business Sector), Régine Abraham (observer) , Fritz Alphonse Jean (Montana Accord), Edgard Leblanc Fils (Jan. 30 Collective), Emmanuel Vertilaire (Dessalines' Children), Smith Augustin (EDE/RED), and Louis Gerald Gilles (Dec. 21 Agreement).



The Montana Accord's BSA statement signers: Magali Comeau Denis, Ted Saint Dic, and Ernst Mathurin.

by Berthony Dupont

On Dec. 12 and 13, 2024, three sectors which hold all six political seats in the nine-member Transitional Presidential Council (TPC) issued statements which revealed how completely rotten Haiti's political class has become. These three sectors once again showed how totally cynical and obedient they are in following U.S. imperialism's dictates.

Already, back in March, these same hypocritical politicians colluded with CARICOM, a subcontractor of U.S. imperialism, to concoct and take part in this shameful TPC. On U.S. Secretary of State Anthony Blinken's orders, they all had to agree to the foreign military occupation of Haiti to be part of the presidential council. U.S. imperialism, with their Caribbean handmaidens, now effectively rule our nation.

As the TPC becomes increasingly dysfunctional, ineffective, and hated, instead of making a self-criticism, these three sectors are trying to exonerate themselves, distance themselves from it, and wash their hands of this project and the other dirty work they have done over decades.

So what are these three sectors which issued very similar statements, and who are the individuals that signed them?

First there is the **Montana Accord**, represented by Magali Comeau Denis, Ted Saint-Dic, and Ernst Mathurin, acting on behalf of that grouping's Monitoring Office (*Bureau de Suivi de l'Accord* or BSA).

Then there is a statement by the **Lavalas Family** party, signed by Maryse Narcisse, Joël Édouard "Pacha" Vorbe, Anthony Dessources, and Jean Myrto Julien.

The third statement is signed by Saurel Jacinthe and lawyer André Michel for the **December 21st Agreement**, Clarens Renois and Liné Balthazar for the **January 30 Collective**, Claude Joseph and Claude Edouard for **EDE/RED,** and Gué Verlien of the **Dessalines' Children** (PPD) party. (Gué Verlien and PPD head Moïse Jean-Charles have since denied that they authorized Verlien's signature to be put on the statement.)

"The time has come to build, with all the forces of the country, a real alternative [to the TPC] to save the nation," **Montana's BSA** wrote," while preserving the fundamentals of the [never made public] Agreement of April 3 [2024]" for a peaceful and orderly transition.

"While more than six million people are hungry, one million people had to leave their houses to go live in the street, the TPC and the government don't show that they have any feelings for or capacity to respond to the population's urgent needs," wrote the **Lavalas Family**. Their representative, Leslie Voltaire, is currently the TPC's rotating President of Haiti.

"To save, while there is still time, this transition which has been severely undermined by the nine President-Councillors' desire to favor their particular interests to the detriment of the general interest, the undersigned stakeholders: 1) call on the CPT members not indicted in the [BNC] corruption scandal to dissociate themselves from the three President-Councillors indicted in this scandal by a political act which consecrates their exclusion from the institution. 2) invite CARICOM's Group of Eminent Personalities, as facilitator, to initiate talks between the President-Councillors and the Stakeholders to take note of the non-implementation of the Agreement of April 3, 2024 and the obsolescence of the CPT's mission," wrote the **December 21st Agreement**, **January 30 Collective**, **EDE/RED,** and **Dessalines' Children**.

If you analyze these politicians' statements, what they claim to criticize is insignificant, even meaningless, compared to their anti-patriotic behavior of supporting Haiti's foreign military occupation. In fact, they are trying to trick the masses, as if they had nothing to do with the current chaos, nor with demagogy, corruption, and failure of their representatives in the TPC.

In other words, they are only thieves shouting: "Thief!" For years, they have been courting Washington in order to enter into its good graces while the Haitian state has been dismantled day after day with their assent, even complicity.

One of the reasons why these three statements were issued almost simultaneously is because these organizations worry about how quickly things are unraveling and want to redeem themselves, especially as the number of state crimes and state assassinations – from the poor in the slums to activists like Dickson Oreste – grows. It is a national shame! There are no words to describe the absurdity of these individuals who, directly or indirectly, have contributed to constructing this house of cards which is now ready to collapse.

To illustrate their hypocrisy, take the case of Anthony Dessources. Although he signed the Lavalas Family's note critical of the TPC, the body has named him to be Haiti's Ambassador to Canada. He does not even have the decency to decline the position.

It must also be noted that many "leftist" activists from Montana Accord affiliates – like the Roots of the Peoples' Camp party (*Rasin Kan-pèp la*) and the teachers' union UNNOH – work for or are advisors to people like Fritz Alphonse Jean (who represents Montana on the TPC) or for government officials like Education Minister Antoine Augustin, where they feed off the teat of taxpayers' money.

It should also be noted that former Lavalas Family senator Nènèl Cassy's branch of the Democratic Popular Sector (SDP) – not that of Saurel Jacinthe and André Michel – now holds the key positions in Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé's office, appointing many activists to coveted sinecures in state agencies.

The popular movement should concede nothing to these blackmailers, these imperialist vassals who continue to heavily mortgage any real possibility of progress and change in Haiti. At present, we can only fight all the microbes attacking our political immunity as they use "the insecurity" as their pretext for not taking their responsibilities. Isn't it ridiculous to claim to fight against insecurity when so many young people from disadvantaged or lawless neighborhoods are left to their own devices, unemployed, without schooling or any prospects for the future, themselves confronted with all kinds of insecurity?

What a sad irony when Haiti's state is run only by corrupt lackeys and certified agents of the imperialist powers? Let these traitors to Haiti's cause know that their actions and declarations will fool no one except their allies. The system's garment is worn out. It can no longer be patched up to fool the masses. These desperate steps aimed to impress either CARICOM or the imperialist powers are far from frightening those who will certainly not let themselves be diverted from the path they have chosen, that of fighting until the final victory for Haiti's national liberation.



The Lavalas Family's Executive Committee, from left to right: Maryse Narcisse, Jean Myrto Julien, Joël Edouard "Pacha" Vorbe, and Anthony Dessources.

QUE SE PASSE-T-IL AVEC LA GAUCHE LATINO-AMÉRICAINE?



Fidel Castro et Hugo Chavez



Luiz Arce et Nicolas Maduro

Par Carlos Echazú Cortéz

En effet, si l'on réfléchit au comportement de représentants reconnus de la gauche latino-américaine, tels que Lula et Correa, on ne peut s'empêcher de se demander : que leur arrive-t-il ? Cette question prend tout son sens lorsqu'on comprend qu'ils adoptent - ou promeuvent - exactement le même type de comportements que la droite a eu à leur encontre. Comment ne pas se rappeler les dernières élections au Brésil où Bolsonaro, se voyant perdant avant même le scrutin, annonçait une prétendue fraude à son encontre. Une fois sa défaite consommée, il a encouragé une tentative de coup d'État au cours de laquelle ses partisans sont même allés jusqu'à prendre le palais du Planalto. C'est un scénario que la droite a suivi en plusieurs endroits, avec exactement le même schéma. L'exemple le plus représentatif de cette stratégie a été le coup d'État de la droite en Bolivie, qui a porté au pouvoir Jeannine Añez, autoproclamée, en 2019.

Comme il s'agit d'un scénario que la droite continentale répète ici et là, dès qu'elle en a l'occasion, il a été très surprenant que Lula n'ait pas remarqué que Corina Machado et Edmundo Gonzales mettaient en œuvre ce même jeu lors des dernières élections au Venezuela pour ne pas reconnaître la victoire de Nicolás Maduro et encourager un coup d'État pour le renverser, heureusement une tentative de coup d'État ratée. Lula, comme s'il était un juge - nommé par on ne sait qui - a alors demandé à Maduro de montrer les bulletins de vote, faisant le jeu de la droite qui mettait en doute, et le fait encore, la victoire électorale du président chaviste. Comme on le sait, la dérive de Lula l'a conduit à consommer définitivement sa trahison en mettant son veto à l'entrée du Venezuela dans les BRICS. Ainsi, celui qui fut un temps considéré comme le leader de la gauche latino-américaine a fini par devenir un serviteur rampant des intérêts impérialistes. Daniel Ortega avait bien raison lorsqu'il caractérisait ainsi le président brésilien.

Aussi incroyable que cela puisse paraître et toutes proportions gardées, nous pouvons formuler la même question "Que lui arrive-t-il ?" en parlant de Rafael Correa. Il est très surprenant que celui qui fut le meilleur président de l'histoire de l'Équateur et qui est actuellement l'un des penseurs les plus éminents de la gauche latino-américaine, ne se rende pas compte que Luis Arce mène contre Evo Morales la même trahison que Lenin Moreno a menée contre lui en son temps. Les similitudes sont telles qu'elles semblent suspectes, comme si elles étaient tirées d'un même scénario. N'est-il pas vrai que Lenin Moreno a contribué à la proscription de Correa, tout comme Arce tente de le faire aujourd'hui contre Evo ? N'est-il pas vrai que Lenin Moreno a tenté d'arracher le sigle à Correa, de la même manière que Luis Arce le fait aujourd'hui avec le sigle du MAS, dont le leader historique est Evo Morales ? N'est-il pas vrai que Lenin Moreno a complètement dénaturé la Révolution citoyenne, tout comme Luis Arce détruit aujourd'hui l'héritage du processus de changement ? Nous nous demandons donc : que se passe-t-il avec Correa ? Comment peut-il présenter Arce dans son prestigieux programme "Conversando con Correa" de Russia Today, lui donnant l'opportunité de tenter de se blanchir devant la gauche latino-américaine ?



De gauche à droite, des compatriotes sud-américains Fernando Lugo (Paraguay), Evo Morales (Bolivie), Luiz Inacio Lula da Silva (Brésil) et Rafael Correa (Équateur) et Hugo Chavez (Venezuela)

Il est très surprenant que Correa ait accepté de baisser le niveau de son très bon programme en permettant au Lenin Moreno bolivien de dire des absurdités. En effet, un intellectuel de grande envergure comme Correa ne pouvait manquer de remarquer qu'Arce essayait de tromper l'audience de son programme en parlant d'industrialisation et de substitution des importations en Bolivie sous son gouvernement. Arce n'a mené aucune industrialisation, car les usines dont il se vante tant transforment la pomme de terre en chips et certains fruits en confitures, ce qui n'est absolument pas une exagération. Tout observateur un tant soit peu avisé sait que ce n'est pas de l'industrialisation. Au contraire, le projet du lithium, qui avait le potentiel de pousser un véritable processus d'industrialisation, Arce l'a démantelé, permettant à son fils (marcelitio) de profiter d'affaires qui à ce jour, après 4 ans, n'ont donné aucun résultat. D'autre part, un observateur sérieux ne pouvait pas permettre à Arce de dire que la nationalisation des hydrocarbures a été "négligée", sans lui demander "mais monsieur, vous étiez le ministre de l'économie à l'époque où vous affirmez que cela s'est produit".

Enfin, un bon analyste - comme l'est effectivement Correa - ne pouvait manquer de remarquer qu'il ne pouvait pas y avoir de substitution des importations dans une économie qui souffre d'une pénurie aiguë de dollars, étant donné que la substitution économise des dollars qui étaient auparavant utilisés pour l'importation des produits substitués.

Pour toutes ces raisons, nous nous demandons : que se passe-t-il avec Correa ? Nous sommes loin de penser que, comme Lula, il a trahi la grande patrie, mais nous croyons qu'une rectification de sa part est urgente.

La réflexion est importante, car Arce cherche à montrer un visage de gauche vers l'extérieur. Il importe maintenant, une fois pour toutes, de le démasquer.

*Carlos Echazu Cortez est un journaliste bolivien, diplômé en Sciences Politiques de l'Université d'Uppsala en Suède. Il a travaillé comme professeur d'université dans plusieurs universités publiques et privées du pays. Il a enseigné des cours sur les matières d'histoire de la Bolivie et de sciences politiques. Il est l'auteur de deux essais politico-historiques sur « L'État et la domination de classe » et « L'État et les classes dominantes ».

Rebelión 16 Novembre 2024
Traduction Bernard Tornare
18 Décembre 2024



De gauche à droite, Luiz Inácio Lula da Silva, Gustavo Petro, Dina Boluarte et Gabriel Boric

TARIF LÈ GEN BLOKIS LA AP KÒMANSE 5 JANVYE

Peyaj debaz ak E-ZPass: $9 nan lè ki gen anpil trafik, $2.25 ta nan nuit

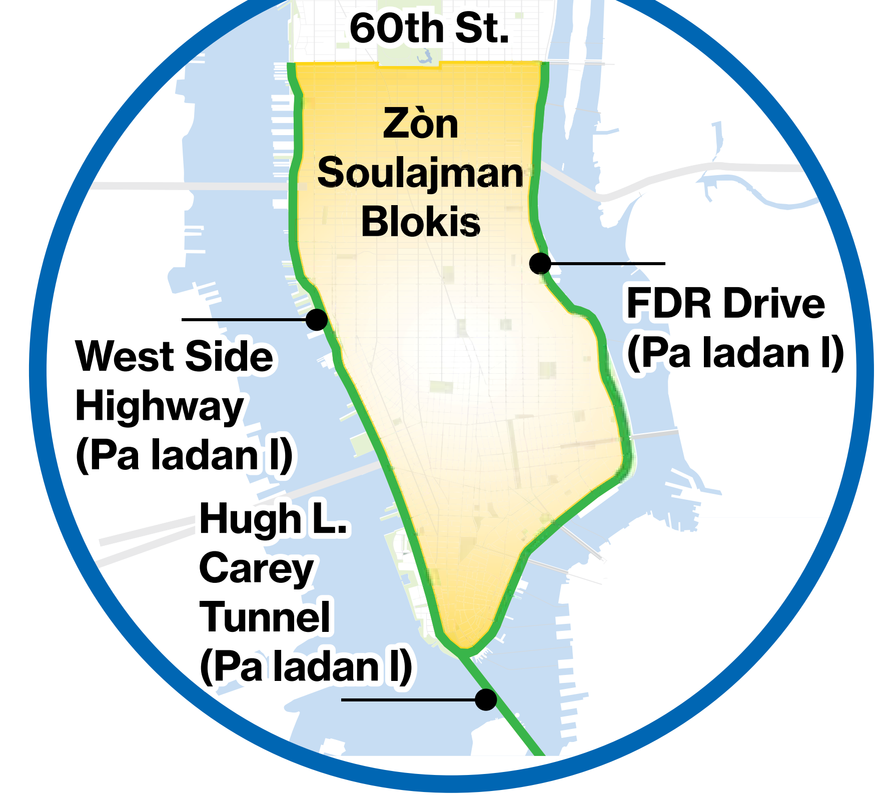
METE E-ZPASS OU AJOU

Pou peyaj ki pi ba a, asosye E-ZPass ou ak plak ou

PLANIFYE TRAJÈ W

Lè ki gen anpil trafik
5 a.m. - 9 p.m. Len-Van
9 a.m. - 9 p.m. wikenn

Rabè lè l ta nan nuit
9 p.m. - 5 a.m. Dim- Jedi swa
9 p.m. - 9 a.m. Van ak Sam swa



RABÈ, EKSEPSYON, AK KREDI PASAJ

Gen kèk chofè ki kalifye pou peye mwens
mta.info/discounts

congestionreliefzone.mta.info







L'hégémonie du dollar



L'hégémonie du dollar américain dans l'économie internationale est à la fois soutenue par l'hégémonie de l'impérialisme occidental

Par Prabhat Patnaik*

L'opinion libérale considère que le système monétaire et financier international est un dispositif visant à promouvoir les intérêts de tous les pays participants en fournissant un arrangement de paiement pratique permettant le commerce. La réalité est cependant tout autre : le système international est fondé sur l'hégémonie de l'impérialisme occidental, et à son tour, il soutient cette hégémonie. Le dollar américain étant le pivot de ce système international, on peut dire que l'hégémonie du dollar dans l'économie internationale est à la fois soutenue par l'hégémonie de l'impérialisme occidental et la soutient à son tour ; et cette hégémonie fait même obstacle à des échanges commerciaux mutuellement avantageux entre les pays participants.

Un exemple illustrera ce point. Supposons que le pays 1 ait besoin de la marchandise x que possède le pays 2, et que le pays 2 ait besoin de la marchandise y que possède le pays 1. Dans le système actuel, ils n'échangent pas simplement ces deux marchandises entre eux. Chacun doit d'abord obtenir des dollars avant d'acheter la marchandise de l'autre. Et à moins que chacun d'eux ne dispose de réserves suffisantes en dollars au départ, cet échange n'aurait tout juste pas lieu. En d'autres termes, le dollar étant le moyen de circulation dans les transactions internationales, un manque de dollars dans les mains de certains pays bloquerait même leurs transactions mutuelles. Cela est particulièrement vrai pour le commerce entre les pays du tiers monde, qui reste limité car chacun d'eux souffre d'une pénurie de dollars. Ils pourraient développer leur commerce mutuel s'ils pouvaient échanger dans leurs propres devises, c'est-à-dire se "dédollariser". Le terme "dédollarisation" fait référence à une réduction de la dépendance au dollar américain comme moyen de circulation, unité de compte ou forme de détention de réserves pour les transactions internationales.

La dédollarisation est naturellement combattue par les États-Unis, car le rôle crucial de leur monnaie dans l'économie mondiale, généralement considérée comme "aussi bonne que l'or", leur confère un avantage immense, comme s'ils disposaient d'une mine d'or gratuite et inépuisable. Ils peuvent acheter des ressources d'autres pays, prendre le contrôle de leurs entreprises, investir autant qu'ils le souhaitent à l'étranger et financer leurs propres déficits de compte courant ; tout cela simplement en imprimant plus de dollars.

Mais au-delà de ces avantages évidents, qui leur donnent accès à un pouvoir d'achat international illimité et de valeur assurée, les États-Unis peuvent également utiliser ce rôle du dollar pour faire pression sur les pays afin qu'ils acceptent leur hégémonie. Ils peuvent mettre des dollars à la disposition d'un pays qu'ils favorisent ; inversement, ils peuvent confisquer les réserves en dollars de pays particuliers qu'ils souhaitent punir, car ces réserves sont généralement détenues dans des banques occidentales. Ils ont d'ailleurs infligé une telle punition à de nombreux pays, allant de l'Iran à la Russie. La tendance à la dédollarisation, traditionnellement privilégiée par les pays tiers qui sont typiquement paralysés par un manque de dollars, a récemment pris de l'ampleur en raison de la fréquence de ces confiscations ces dernières années.

Si pas moins d'un tiers des pays du monde ont été soumis à des sanctions unilatérales occidentales, c'est-à-dire des sanctions qui n'ont pas le soutien des Nations Unies et ne sont donc pas imposées pour défendre un principe, comme l'étaient les sanctions anti-apartheid contre l'Afrique du Sud, il est naturel qu'il y ait un fort désir parmi les pays du Sud global, et les pays qui ont été ainsi ciblés, de se dédolllariser. Ce désir s'est dernièrement exprimé lors du sommet de Kazan des pays BRICS.

Le rôle des sanctions occidentales menées par les États-Unis dans le renforcement du désir de dédollarisation a été reconnu au sein même de l'administration américaine. La secrétaire au Trésor américain Janet Yellen, s'adressant à la Commission des services financiers de la Chambre en juillet, a déclaré que les sanctions économiques américaines avaient conduit les BRICS à tenter de se lancer dans la dédollarisation. Elle a admis : "Plus les États-Unis imposent de sanctions, plus les pays (BRICS) chercheront des méthodes de transaction financière qui n'impliquent pas le dollar américain." La remarque de Yellen impliquait implicitement l'admission que les États-Unis utilisent l'hégémonie du dollar pour intimider les pays afin qu'ils suivent leur ligne, et que le nombre de pays ainsi intimidés a augmenté.

Il existe une dialectique spécifique dans l'exercice de l'hégémonie par le biais de sanctions unilatérales. Si des sanctions sont imposées à un ou deux pays récalcitrants, elles peuvent être efficaces sans menacer l'ensemble de la structure ; mais si elles sont imposées à une multitude de pays, la structure elle-même se trouve menacée. Et compte tenu de la détresse à laquelle les pays sont réduits sous le néolibéralisme, le nombre de pays récalcitrants tend à augmenter avec le temps. Mais avec l'augmentation du nombre de pays sanctionnés, la tendance à la dédollarisation se renforce nécessairement. C'est aussi à ce moment-là que la pure coercition derrière l'hégémonie du dollar, le fait que cette hégémonie repose sur le chantage impérialiste, devient clairement évidente, exposant le vide de l'affirmation libérale selon laquelle l'arrangement du dollar est dans l'intérêt de tous les pays.

Une raison immédiate très importante derrière l'hégémonie du dollar, remontant aux années 1970, était l'accord entre les États-Unis et les pays producteurs de pétrole, obtenu par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite, selon lequel le dollar serait le moyen d'expression des prix du pétrole et de réalisation du commerce pétrolier. Compte tenu de l'importance du pétrole, cela a donné un grand coup de pouce au dollar ; en fait, plus récemment, lorsque des sanctions occidentales ont été imposées à la Russie dans le but de décimer le rouble, cette monnaie a été sauvée, entre autres, par l'insistance de la Russie pour que tous les paiements de ses exportations de pétrole et de gaz soient effectués en roubles.

Mais il est clair qu'un tel accord avec les exportateurs de pétrole, comme celui qui a eu lieu dans les années 1970, n'est plus considéré comme suffisant pour assurer l'hégémonie continue du dollar. Même Janet Yellen, qui avait auparavant rejeté toute discussion sur la dédollarisation, la prend maintenant plus au sérieux. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que Donald Trump ait même menacé les pays qui cherchent à s'éloigner du dollar d'imposer un tarif de 100 % sur leurs exportations vers les États-Unis. La menace de Trump rend parfaitement clair pour tout le monde que derrière l'hégémonie du dollar se trouve la coercition exercée par l'impérialisme américain.

Une telle coercition peut être efficace, car toute dédollarisation est un processus qui prend du temps. Si les exportations des pays en voie de dédollarisation vers les États-Unis sont réduites entre-temps, ils font face à une pénurie aiguë de dollars qui peut rendre leur vie extrêmement difficile. Même s'ils parviennent d'une manière ou d'une autre à satisfaire leurs besoins d'importation par des paiements non libellés en dollars, s'ils ont des engagements de dette extérieure en dollars envers le FMI, la Banque mondiale ou des institutions financières occidentales, il devient impossible de les honorer. La menace de Trump est donc sérieuse. Il est significatif que, en émettant cette menace, Trump expose sans vergogne les mécanismes de l'impérialisme américain qui sont normalement camouflés par le bavardage libéral.

Ironiquement, cette même menace qui peut être efficace à court terme fera prendre conscience à de plus en plus de pays de la nécessité de se dédolllariser, du fait que l'hégémonie du dollar implique un asservissement aux États-Unis. Bien sûr, il reste encore un long chemin à parcourir avant qu'une dédollarisation significative ne se produise, et le sommet de Kazan était bien conscient de ce fait. Après la menace de Trump, plusieurs pays, dont l'Inde, ont exprimé leur manque d'intérêt pour la dédollarisation. Mais bien que cela puisse être une démarche immédiate pour rester dans les bonnes grâces de l'Amérique, le fait que l'impérialisme fasse face à un défi sérieux est indéniable. Même l'unité entre les puissances impérialistes, visible sur la question de l'Ukraine et de Gaza, avec la social-démocratie dans tous les pays impérialistes s'alignant caractéristiquement derrière l'impérialisme, témoigne de la gravité du défi posé à l'impérialisme.

Le discours sur la dédollarisation fait partie de ce défi. Cependant, il n'y a pas d'idée claire, même parmi les pays BRICS, sur l'architecture financière alternative qui devrait remplacer l'actuelle. L'opinion progressiste dans le monde doit s'assurer que ce remplacement, lorsqu'il se produira, ne substitue pas simplement l'hégémonie du dollar par l'hégémonie d'une autre monnaie, reflétant l'hégémonie d'un autre pays ou ensemble de pays.

Pour cela, il est nécessaire que les mêmes arrangements ne soient pas maintenus lorsque le dollar sera remplacé par une autre monnaie, qu'il s'agisse d'une monnaie existante ou d'une monnaie alternative des BRICS ; les règles elles-mêmes doivent changer, et un changement important doit être que le fardeau de l'ajustement pour atteindre l'équilibre des paiements ne repose pas sur les pays déficitaires, comme c'était le cas sous le système de Bretton Woods et comme c'est le cas maintenant, mais plutôt sur les pays excédentaires.

*Prabhat Patnaik est un économiste et commentateur politique indien. Ses livres incluent Accumulation and Stability Under Capitalism (1997), The Value of Money (2009) et Re-envisioning Socialism (2011).

Peoples Democracy
Traduction Bernard Tornare
15 Décembre 2024

El Salvador : réunion nationale de solidarité avec Cuba





À l'invitation de l'ambassade de Cuba au Salvador nous célébrons une rencontre nationale de solidarité avec cuba.

Nous avons clôturé notre rencontre par un acte de solidarité avec l'axe de résistance de la Palestine, du Liban, du Yémen, de la Syrie et de l'Iran contre l'agression criminelle yankee-sioniste, le même ennemi qui punit depuis plus de 60 ans par un blocus criminel sur l'île rebelle pour oser à 80 milles de l'empire yankee, construire une société sans exploitation de l'homme par l'homme et pratiquer le concept de José Martí « le pays est l'humanité ! »

Déclaration finale de la réunion

« Celui qui se lève aujourd'hui aux côtés de Cuba, se lève pour toujours. » Pensée précise de José Martí publiée en 1894 dans le journal Patria, dont la validité nous appelle à renforcer la solidarité avec le peuple cubain frère.

Le Salvador et Cuba sont unis par de forts liens de fraternité, exprimés par les 1 396 Salvadoriens diplômés à Cuba ; les milliers de Salvadoriens qui ont subi une opération des yeux dans le cadre de « l'Opération Miracle » ; conseils techniques et formation professionnelle dans différentes spécialités; la contribution de Cuba à la campagne d'alphabétisation ; un traitement médical spécialisé pour plus de 600 mutilés de guerre, entre autres actions de solidarité qui soutiennent l'idéal humaniste et internationaliste de Fidel.

En reconnaissance de ce travail altruiste, les groupes de Salvadoriens qui promeuvent la solidarité avec Cuba, conscients de la situation difficile que traverse le peuple cubain en raison des mesures de blocus économique, commercial et financier imposées par le gouvernement des États-Unis, approfondi par l'impact de la contingence énergétique actuelle et l'apparition de phénomènes météorologiques et de grands tremblements de terre.

Nous déclarons :

– Notre volonté de maintenir vivant l'esprit de solidarité avec la nation sœur cubaine, en soutien au peuple bien-aimé de Cuba qui combat et résiste sous la direction du Parti communiste de Cuba.

– Que nous exigeons la fin du blocus criminel auquel le peuple cubain est soumis depuis plus de 60 ans, malgré son rejet à 32 reprises devant l'Assemblée générale des Nations Unies, avec le soutien massif de la communauté internationale.

– Que nous condamnons l'inclusion de Cuba dans la liste arbitraire et unilatérale des États censés parrainer le terrorisme, ce qui a de graves conséquences économiques, tout en renforçant les limitations et les interdictions qui s'appliquent à Cuba en vertu du blocus et en renforçant son caractère extraterritorial. .

Avec la volonté et l'esprit de résistance du peuple cubain et nos efforts de solidarité, Cuba continuera à construire une société plus juste et un monde meilleur qui soit possible.

Vive la solidarité !
Vive le Salvador !
Vive Cuba !

San Salvador, 14 décembre 2024
Résumé latino-américain, 15 décembre 2024.

Edmundo Gonzalez appelle à une guerre civile au Venezuela



Maduro « a garanti qu'il n'y aurait pas de guerre civile dans le pays, et il a signalé que le 10 janvier 2025, jour de son investiture, il y aura la paix et le peuple mobilisé dans la rue. »

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a donné mercredi un avertissement fort à l'ancien candidat présidentiel Edmundo González, qui hier a déclaré: « On ne va pas à la guerre avec la peur. »

« Maintenant, il appelle à une guerre au Venezuela. Mon petit vieux, méfie-toi de ce que tu dis là-bas, ça a des conséquences graves, tu entends? Attention à tes paroles, ne te méprends pas sur le peuple du Venezuela », a déclaré le président vénézuélien lors d'un événement promouvant l'élection des juges de paix, qui aura lieu le 15 décembre prochain.

Et il a ajouté : *« Ne joue pas avec le feu, respecte le Venezuela. Tu es en train de violer l'accord que tu as signé, tu es en train de violer l'asile en Espagne. Cesse d'appeler à une guerre civile au Venezuela ! »*

Maduro *« a garanti qu'il n'y aurait pas de guerre civile dans le pays, et il a signalé que le 10 janvier 2025, jour de son investiture, il y aura la paix et le peuple mobilisé dans la rue. »*

Le président vénézuélien a rappelé que Gonzalez a quitté le pays après une négociation qui a compris la signature d'une lettre montrée au pays en septembre dernier, dans laquelle il disait accepter les résultats des élections du 28 juillet et la sentence du Tribunal Suprême de Justice ratifiant ces résultats et qu'il s'engageait à n' assumer aucune charge de représentation de pouvoir public vénézuélien. Il s'engageait à défendre la paix et à rester prudent, modéré et respectueux dans son action publique.

Gonzalez a affirmé ensuite qu'il avait subi des pressions pour signer cette lettre,. Face à cela, Jorge Rodriguez, président de l'Assemblée nationale, a publié des enregistrements audio de la réunion.



L'ancien candidat présidentiel Edmundo González

Alba Ciudad 11 Décembre 2024

Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 12 Décembre 2024

La Syrie «libérée» par ses démolisseurs



Abou Mohammed al-Joulani

Par Manlio Dinucci

Abou Mohammed al-Joulani, qui de fait détient aujourd'hui le pouvoir à Damas, a une histoire éloquente : il commence sa militance djihadiste dans les rangs d'Al-Qaïda comme collaborateur de Abou Bakr al-Baghdadi, le «calife» qui en 2013 fonde l'ISIS, l'«État Islamique de l'Irak et de la Syrie». En 2011, pendant la phase préparatoire, al-Baghdadi l'envoie en Syrie avec des fonds importants pour créer le Front al-Nosra, faction formellement autonome mais en réalité appartenant à l'État islamique.

La faction d'al-Joulani participe dès sa naissance à l'opération USA-OTAN pour démolir l'État syrien. Une des raisons de cette opération est le fait que Syrie, Iran et Irak avaient signé en juillet 2011 un accord pour un gazoduc qui aurait dû relier le gisement iranien de South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et donc à la Méditerranée et à l'Europe, créant un corridor énergétique alternatif à ceux qui traversent la Turquie et d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes.

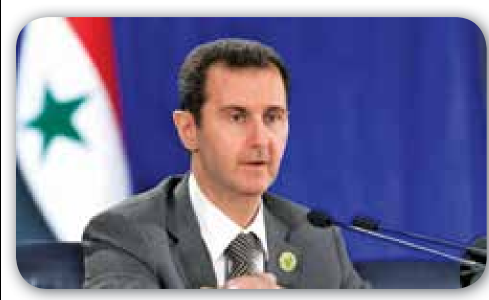
La guerre couverte en Syrie commence par une série d'attentats terroristes, effectués surtout à Damas et Alep. Des centaines de forces d'élite britanniques SAS opèrent en Syrie, avec des unités étasuniennes et françaises. Le commandement des opérations est à bord de navires OTAN dans le port d'Alexandrette en Turquie. La force de choc est constituée par une armée de groupes islamistes provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Libye et autres pays. Les armes arrivent à travers un réseau international organisé par la CIA, qui les fournit aux groupes infiltrés en Syrie, d'abord entraînés en territoire turc et jordanien. L'opération est dirigée par le quartier-général avancé du Commandement Central USA dans la base qatarie d'Al Udeid. En ce point Moscou décide en 2015, à la demande de Damas, d'intervenir directement en soutien de l'armée syrienne. L'intervention, effectuée par des forces aériennes, démontre que la «Coalition anti-ISIS» conduite par les USA faisait semblant de combattre l'ISIS. En un peu plus de deux ans la coalition russo-syrienne libère environ les trois quarts du territoire national, tombés dans les mains de l'ISIS et autres mouvements soutenus par les USA.

En 2016 al-Joulani interrompt formellement les liens avec Al-Qaïda, en rebaptisant le groupe Jabhat Fatah al-Sham puis Hayat Tahrir al-Cham (HTS) en 2017. Sous Joulani, l'HTS devient la force dominante à Idlib, la plus grande place-forte des «rebelles» dans le Nord-Ouest de la Syrie. Soutenue notamment par la Turquie, la faction d'al-Joulani se prépare pendant une année à l'opération en Syrie. Elle est dans cet objectif armée à travers des canaux secrets et entraînée par les forces spéciales Khimik du Renseignement ukrainien. Entrée en Syrie le 8 novembre, la faction armée islamiste d'al-Joulani avance rapidement et conquiert Damas le 7 décembre. L'armée syrienne n'oppose aucune résistance significative, symptôme d'une désagrégation interne avérée par le fait que, alors que le président Assad reçoit l'asile en Russie, le personnel de l'ambassade syrienne à Moscou hisse le drapeau des «rebelles» islamistes qui viennent de conquérir Damas.

Tandis que les États-Unis confirment être en contact avec les «rebelles» à travers la Turquie, Israël s'approprie un autre morceau de territoire syrien sur les Hauteurs du Golan et effectue des centaines d'attaques aériennes, définies comme «défensives», contre des ports et aéroports syriens. La conquête de la Syrie par ces forces constitue un coup dur à la fois pour l'Iran, qui voit s'affaiblir le front de résistance à l'offensive israélienne au Moyen-Orient soutenue par USA, OTAN et UE, et pour la Russie qui perd quasi certainement l'accès au port syrien de Tartous, unique port d'ancrage pour ses navires militaires en Méditerranée, et risque le ralentissement ou l'interruption du Corridor de Transport Nord-Sud qui, à travers le Moyen-Orient, lui permet de contourner le blocus à l'Ouest.

Presse Internationale
Grandangolo 13 décembre 2024
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio
Réseau International 15 décembre 2024

Communiqué du président Bachar el-Assad



Bachar el-Assad

Par Bachar el-Assad

Alors que le terrorisme se répandait en Syrie et atteignait finalement Damas le soir du samedi 7 décembre 2024, des questions se posaient sur le sort du président et sur sa localisation. Cela s'est produit au milieu d'un flot de désinformation et de récits très éloignés de la vérité, visant à requalifier le terrorisme international en révolution de libération de la Syrie.

À un moment aussi critique de l'histoire de la nation, où la vérité doit primer, il est essentiel de remédier à ces distorsions. Malheureusement, les circonstances qui prévalaient à l'époque, notamment une coupure totale des communications pour des raisons de sécurité, ont retardé la publication de cette déclaration. Ceci ne doit pas remplacer un compte rendu détaillé des événements qui se sont déroulés, qui sera fourni lorsque l'occasion le permettra.

Tout d'abord, mon départ de Syrie n'était pas planifié et n'a pas eu lieu pendant les dernières heures des combats, comme certains l'ont prétendu. Au contraire, je suis resté à Damas, exerçant mes fonctions jusqu'aux premières heures du dimanche 8 décembre 2024. Alors que les forces terroristes s'infiltraient à Damas, je me suis rendu à Lattaquié en coordination avec nos alliés russes pour superviser les opérations de combat. À mon arrivée à la base aérienne de Hmeimim ce matin-là, il est devenu clair que nos forces s'étaient complètement retirées de toutes les lignes de bataille et que les dernières positions de l'armée étaient tombées. Alors que la situation sur le terrain dans la région continuait de se détériorer, la base militaire russe elle-même a été soumise à des attaques de drones intensifiées. N'ayant aucun moyen viable de quitter la base, Moscou a demandé au commandement de la base d'organiser une évacuation immédiate vers la Russie dans la soirée du dimanche 8 décembre. Cela a eu lieu un jour après la chute de Damas, après l'effondrement des dernières positions militaires et la paralysie de toutes les institutions étatiques restantes.

À aucun moment au cours de ces événements, je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et aucune personne ou parti n'a fait une telle proposition. La seule ligne de conduite était de continuer à lutter contre l'assaut terroriste.

Je réaffirme que celui qui, dès le premier jour de la guerre, a refusé de troquer le salut de sa nation contre des avantages personnels, ou de compromettre son peuple en échange de nombreuses offres et incitations, est le même qui s'est tenu aux côtés des officiers et des soldats de l'armée sur les lignes de front, à quelques mètres des terroristes dans les champs de bataille les plus dangereux et les plus intenses. C'est le même qui, pendant les années les plus sombres de la guerre, n'est pas parti mais est resté avec sa famille aux côtés de son peuple, affrontant le terrorisme sous les bombardements et les menaces récurrentes d'incursions terroristes dans la capitale pendant quatorze ans de guerre. De plus, celui qui n'a jamais abandonné la résistance en Palestine et au Liban, ni trahi ses alliés qui l'ont soutenu, ne peut pas être le même qui abandonnerait son propre peuple ou trahirait l'armée et la nation à laquelle il appartient.

Je n'ai jamais cherché à obtenir des postes pour des avantages personnels, mais je me suis toujours considéré comme le gardien d'un projet national, soutenu par la foi du peuple syrien, qui a cru en sa vision. J'ai toujours été convaincu de leur volonté et de leur capacité à protéger l'État, à défendre ses institutions et à défendre leurs choix jusqu'au dernier moment.

Lorsque l'État tombe aux mains du terrorisme et que la capacité d'apporter une contribution significative est perdue, toute position devient sans objet, ce qui rend son occupation dénuée de sens. Cela ne diminue en rien mon profond sentiment d'appartenance à la Syrie et à son peuple - un lien qui ne reste ébranlé par aucune position ou circonstance. C'est une appartenance remplie d'espoir que la Syrie sera à nouveau libre et indépendante.

Bachar el-Assad
Réseau Voltaire 16 décembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son époux Ilatan Dégazon à l'audience précitée : pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de Guerline Simon d'avec Ilatan Dégazon pour incompatibilité de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Port-de-Paix de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens

Ainsi jugé et prononce par Nous, Me Selnik Ahsim Garçon av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du seize Juillet deux mille vingt quatre, en présence de Gilbert Saintel, av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Jean Yves Victorien, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur JEAN PHILIPPE THIMÉ, d'avec son épouse née CARMELLE SÉNÉCHARLES pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi seize Novembre deux mille vingt-trois, en présence de Me FRANTZ MONCLAIR, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné...etc..

En foi de quoi…etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action du requérant pour être juste et fondée. Maintient le défaut requis et octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée. Pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet le divorce du sieur Gregori PIERRE d'avec son épouse la dame née Rosemie PIERRE- LOUIS pour incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Mirebalais de transcrire dans les registres å ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet un huissier de ce Tribunal pour la signification du présent Jugement. Compense les dépens en raison de la qualité des parties.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Sorel DUMORNAY, Mag. Doyen du Tribunal de Première Instance de Mirebalais, juge en audience publique, ordinaire et civile du 29 septembre 2022, An 219ème de l'Indépendance en présence de Me Jean Thomas LANS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté de Yves Salagnac ALCINDOR, greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc...

Yves Salagnac ALCINDOR, greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Webert FRANCIQUE d'avec son épouse née Mirlande CARIUS, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, pour la signification de ce Jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge à l 'audience civil, ordinaire et publique en date du sept Avril deux mille vingt-trois, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Mozart.

Me. Jean Luma CHARLES Officier d'état Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Ernst DORVIL, d'avec son épouse née Laurence LARISSE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existe entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens. Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce Jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du Mercredi trente-et-un Janvier deux mille vingt-quatre, en présence de Me. Romain ORANGE. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège.

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi... etc...

PAR CES MOTIFS

Après l'examen, le Ministère public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précipitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Nimrod CHARLES contre son épouse née Marie Ange FRANÇOIS pour injures graves et publique aux torts de l' épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l 'état civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l 'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Jean Louis OCTAVE, pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Osmond CASTOR, Juge en audience civile et publique, en date du dix février deux mille vingt-trois en présence de Me. Holitha JACQUET, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à la susdite audience, pour le profit du défaut, déclaré fondée la dite action, admet en conséquence le divorce de la dame Yvrose CINEUS d'avec son époux Jean Kerly FANFAN pour cause d'incompatibilité de caractère et d'abandon de droit marital, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux, ordonne à l'Officier de l'Etat civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Devide MORANCY de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Jean Osner PETIT PAPA, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi treize juillet deux mille vingt-deux, en présence de Me Jeanty Souvenir, substitut commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège.

Il est ordonné.........

En foi de quoi..........

Me Johnson Maitre, AV.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit du sieur Pierre André MILLIEN, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Pierre André MILLIEN et la dame née Ketia JOBOHAM aux torts de l'épouse, renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince pour les suites de droit; ordonne la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, compense les frais et dépens de l'instance ; commet l'huissier CANAL GABRIEL immatriculé au Greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, juge en audience ordinaire, publique et civile du vingt-trois Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me Albert DARELUS, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me. MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné……ect…..

En foi de quoi……..ect.. …..

Me Georges Harry

Avocat

Le gouvernement globaliste du Canada s'effondre





Le Premier ministre Justin Trudeau



Chrystia Freeland ministre des Finances

Par Report24

Le gouvernement canadien, fidèle au Forum économique mondial (WEF), se désintègre. Le ministre du Logement Fraser et la ministre des Finances Freeland ont annoncé leur démission. Même le Premier ministre Trudeau semble en avoir assez. Le Canada pourrait bientôt organiser de nouvelles élections – avec une victoire très probable des conservateurs.

Dans la capitale canadienne Ottawa, les événements se précipitent. La femme la plus puissante du cabinet de Justin Trudeau, Chrystia Freeland, ministre des Finances, a annoncé hier, à la surprise générale, sa démission – un coup de tonnerre qui secoue le paysage politique canadien.

La raison du départ de Freeland est aussi simple qu'explosive : Trudeau voulait la reléguer à un autre poste. Mais au lieu d'accepter un simple transfert, la politicienne, fidèle au WEF, tout comme Trudeau, a tiré la sonnette d'alarme. Dans une lettre de démission remarquablement cinglante publiée sur X (anciennement Twitter), elle a clairement indiqué qu'il s'agissait d'un conflit interne au parti. *«Depuis quelques semaines, vous et moi sommes en désaccord sur la meilleure voie à suivre pour le Canada»,* écrit-elle à l'adresse de Trudeau. Le véritable point de rupture : les droits de douane menaçants de 25% imposés par le futur président américain Trump. Alors que Trudeau semble vouloir continuer à distribuer des cadeaux électoraux, Freeland plaide pour une politique stricte d'austérité afin de se préparer à la guerre commerciale imminente.

Les marchés financiers ont réagi immédiatement : le dollar canadien a chuté à son plus bas niveau depuis la crise du Covid. Mais ce n'est pas tout. Le ministre du Logement, Sean Fraser, a lui aussi jeté l'éponge ce week-end et ne se présentera pas aux prochaines élections. Deux poids lourds quittent le cabinet – cela ressemble fort à des rats qui abandonnent un navire en perdition.

Mais ce n'est pas encore tout : selon les informations de la chaîne canadienne CTV News, Trudeau envisagerait désormais lui-même de démissionner ou de dissoudre le Parlement. Selon certaines sources, il aurait déjà informé son cabinet et prévoit de prononcer un discours devant le Parlement dans la journée. Si cela se confirme, le Canada serait, après la France, l'Allemagne et la Corée du Sud, la quatrième démocratie occidentale à voir son gouvernement sombrer dans une crise existentielle. Les démocraties autrefois stables de l'Occident ressemblent de plus en plus à des châteaux de cartes politiques.

Le plus grand défi reste encore à venir pour le Canada : une possible guerre commerciale avec les États-Unis pourrait mettre le pays à l'épreuve. Les provinces riches en pétrole de l'Ouest, notamment l'Alberta et la Saskatchewan – bastions de l'opposition conservatrice – pourraient alors devenir des poudrières.

Pour Justin Trudeau, autrefois l'enfant chéri de la politique progressiste et globaliste, cela pourrait bien marquer la fin de sa carrière politique. Comme l'avait si justement dit Margaret Thatcher : «Le problème avec le socialisme, c'est qu'à un moment donné, on finit par manquer de l'argent des autres». Dans le cas de Trudeau, on pourrait ajouter : et à un moment donné, on manque aussi de ministres loyaux.

Report24 via Euro-Synergies 17 Décembre 2024

Ils ont menti sur Gaza, et ils mentent sur la Syrie

Par Caitlin Johnstone

Caitlin Johnstone nous rappelle que les mensonges flagrants qui accompagnent le massacre de Gaza ne sont pas une exception. La guerre en Syrie implique elle aussi les puissances impérialistes occidentales et répond des mêmes manipulations, comme pour tous les conflits où elles sont à l'œuvre, du Vietnam à la Libye en passant par l'Afghanistan, l'Irak ou l'Ukraine. (I'A)

Habituées à recevoir des fonds occidentaux, des filiales d'Al-Qaïda ont repris du service en Syrie aux côtés de combattants soutenus par la Turquie. Ils tentent de reprendre de vastes territoires de ce pays ravagé par la guerre.

Difficile de percevoir exactement tous les tenants et aboutissants à l'heure actuelle. Mais je dirais qu'il est très commode pour l'empire occidental, impliqué dans des guerres par procuration en Ukraine et au Proche-Orient, que la Russie soit accaparée à ses frontières et que le Hezbollah ait été décapité par Israël. La Syrie se trouve ainsi de nouveau exposée aux vieux projets de changement de régime.

La Syrie est plus compliquée et plus difficile à comprendre que Gaza. Mais si vous vous y intéressez, vous trouverez des montagnes de preuves démontrant comment, depuis de nombreuses années, les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires sèment la violence, le chaos et la destruction dans ce pays afin d'y opérer un changement de régime. Quiconque nie cette implication est soit ignorant, soit malhonnête. Tout comme ceux qui vous traitent de propagandiste russe ou de pro-Assad lorsque vous dénoncez cette implication bien établie.

Beaucoup de gens perçoivent très clairement les mensonges impérialistes sur Gaza. Mais ils continuent de croire aux mensonges impérialistes sur la Syrie, en grande partie parce que les mensonges sur Gaza sont beaucoup plus faciles à voir. Un tas d'opérations de propagande et de désinformation ont été menées pour présenter la violence à laquelle nous assistons en Syrie depuis 2011 comme une rébellion totalement organique contre un dictateur tyrannique qui veut juste assassiner des civils parce qu'il est mauvais. Mais apportez à cette question la même curiosité sincère et la même rigueur d'investigation que vous consacrez au sort des Palestiniens : vous découvrirez que les mêmes types de mensonges et de distorsions employés par la classe politico-médiatique occidentale à Gaza sont également véhiculés pour la Syrie. Très souvent par les mêmes personnes.

C'est ainsi que le déballage des mensonges de l'Empire a tendance à se dérouler pour les gens. Vos yeux s'ouvrent à cause d'une faille évidente dans le récit officiel, comme le Vietnam, l'invasion de l'Irak ou Gaza. Une fois que vous avez vu clair dans ces mensonges, vous commencez à être curieux de savoir comment vous avez été trompé. Vous commencez à tirer sur d'autres fils et à en apprendre de plus en plus. Et au bout d'un certain temps, vous commencez à avoir une vue d'ensemble de l'empire centralisé des États-Unis qui inflige d'horribles abus à l'humanité partout dans le monde avec comme objectif de dominer la planète.

Si vous avez percé les mensonges sur Gaza, ne vous arrêtez pas là. Continuez. Continuez à tirer sur les fils. Continuez à apprendre. Restez curieux. Ils ont menti sur Gaza, ils ont menti sur l'Irak, ils ont menti sur la Libye, ils ont menti sur l'Ukraine, et ils mentent aussi sur la Syrie. N'écoutez pas ceux qui tentent d'émousser votre curiosité. Ignorez tous ceux qui essaient de vous rabaisser et de vous faire taire parce que vous posez des questions qui dérangent. Continuez à vous extirper de la matrice de la propagande impérialiste jusqu'à ce que vos yeux soient grand ouverts.

Le blog de Caitlin Johnstone
December 1, 2024
Traduit de l'anglais par GL
Investig'Action 3 décembre 2024



Hommage au peuple syrien et à son pays qui fut laïc, moderne, et progressiste



Des manifestants scandent des slogans tout en brandissant des drapeaux nationaux syriens et des photos du président Bachar Al-Assad



Par Claude JANVIER

Cette fin d'année 2024 est bien funeste. Entre la politique mortifère des faiseurs de guerres « made in USA » et l'effondrement soudain de la Syrie, et de facto du parti laïc Baas dirigé par le président Bachar El Assad, force est de constater que les forces du mal se déchaînent, au mépris comme toujours, de la vie humaine.

Les terroristes qui ont envahi la Syrie démontrent que la coalition Israël-Anglo-Saxonne-UE-Qatar a enclenché la vitesse supérieure afin de continuer à piller le Proche-Orient en toute impunité.

Le Général étasunien Wesley Clark déclarait en 2007 : « *Nous allons éliminer 7 pays en 5 ans : Irak, Libye, Liban, Syrie, la Somalie, le Soudan et enfin l'Iran.* » C'est quasiment chose faite. Ayant été deux fois en Syrie, je me dois de témoigner de ce qu'était ce pays avant qu'il n'implose définitivement le 8 décembre 2024.

La Syrie était un pays laïc où toutes les religions pouvaient co-exister dans un respect mutuel et réciproque. L'Église orthodoxe d'Alep, qui avait été totalement rasé lors des affrontements entre terroristes et l'armée gouvernementale a été complètement reconstruite. La mosquée d'Alep, totalement dynamitée par les islamistes intégristes, était aussi en voie de reconstruction.

La magnifique mosquée des Omeyyades à Damas, construite entre 706 et 715, abrite le tombeau de Jean-Baptiste, (Sidi Yahia pour les musulmans), cousin de Jésus. Cette présence d'un tombeau dans la salle de prière d'une mosquée est un cas pratiquement unique. Les chrétiens du quartier Est viennent s'y recueillir. Nous avons été témoins des prosternations des musulmans, et des signes de croix avec génuflexions des chrétiens au sein de la mosquée.

Qu'il était agréable pour les femmes de ne pas être obligé de porter le Hijab, d'avoir le choix de s'habiller comme elles le voulaient, selon leur bon plaisir. Contrairement aux fausses informations véhiculées dans les « médias de grands chemins », les femmes avaient la même place que les hommes dans la société syrienne. Nous avons pu discuter, mes compagnons et moi, avec des avocates, professeurs, députés et aussi, en 2021, avec la ministre de la Culture à Damas, qui parlait le français couramment.

Qu'il était agréable de se retrouver dans un estaminet du quartier chrétien à Damas, de pouvoir siroter un verre d'Arak avec de nombreux Syriens, puis de repasser dans le secteur musulman et de flâner dans le souk al-Hamidiya très animé de Damas.

Qu'il était agréable d'aller visiter, rue droite à Damas, la Maison de Saint Ananie où Paul de Tarse – qui deviendra Saint-Paul – a été baptisé.

Qu'il était agréable d'admirer les étoffes de soie, les brocarts tramés d'or, les magnifiques objets « damasquinés », d'être émerveillé par les piles impressionnantes de fruits confits entiers d'abricot, de poires, et de mandarines et de s'écraser ensuite dans la salle du glacier Bakdash afin d'y déguster une gourmandise à la vanille saupoudrée d'amandes. (Victime de l'embargo, les propriétaires du glacier ont été obligés d'utiliser du lait en poudre à la place du précieux liquide. De ce fait, la saveur n'est plus tout à fait la même.)

Qu'il était confortable pour un Syrien de pouvoir bénéficier d'un système de santé gratuit pour tous. Outre l'excellence des soins dispensés en Syrie, tous les citoyens pouvaient se faire soigner gratuitement.

Qu'il était confortable pour les familles syriennes de savoir que leurs enfants pouvaient recevoir une solide instruction gratuitement, y compris pour les études supérieures. L'éducation était accessible à tous. À noter que le français était toujours enseigné en Syrie.

Malgré 14 ans de guerre incessante, malgré des destructions énormes, malgré l'omniprésence d'un embargo occidental privant le peuple de produits de premières nécessités, de nourriture, de médicaments, d'énergie – les bons « démocrates américains » pillent le pétrole de pays depuis 2011 sans en donner une goutte au peuple syrien – les Syriens entretenaient leurs routes, leur environnement, et les terres agricoles.

Qu'il était agréable de voir qu'à l'approche des fêtes de Noël, des guirlandes électriques, des sapins et des décorations fleurissaient à la frontière libano-syrienne proche de la vallée de la Bekaa ainsi qu'à Damas et dans les autres villes de ce pays magnifique.

Tout ce que je viens de décrire se passait sous la présidence de Bachar El Hassad et ce, malgré l'embargo inhumain qui pèse sur le peuple syrien depuis 2011.

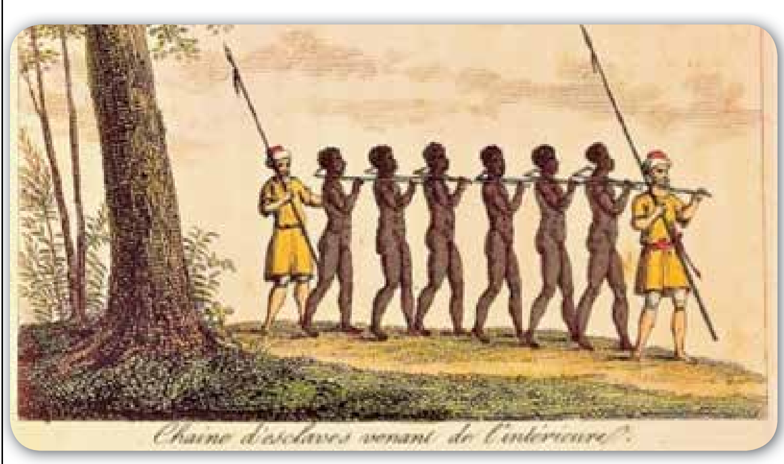
Avec la mainmise de terroristes payés par « les bons démocrates » occidentaux, la Syrie moderne et progressiste va disparaître. Au détriment de son peuple, mais aussi au détriment des pays du Proche Orient. L'obscurantisme risque de revenir en force.

À toutes les personnes que j'ai eu l'honneur et le plaisir de rencontrer, et à l'ensemble du peuple syrien, je vous prie d'accepter mon plus profond respect pour avoir résisté héroïquement à la machine de destruction infernale anglo-saxonne. Force et honneur à vous.

***Claude Janvier**. Écrivain, essayiste et chroniqueur. Auteur du livre Les Démasqués. Qui dirige réellement le monde ? , et co-auteur avec François Lagarde du livre L'État Profond Français. Qui, comment, pourquoi ?, KA Éditions. https://kaeditions.com/

Le Grand soir
13 décembre 2024

L'esclavage, une ombre du passé qui pèse encore sur le monde



L'esclavage des noirs

Lutte contre l'esclavage

La Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, organisée depuis 1986 par l'Assemblée générale des Nations unies, a été célébrée le 2 décembre. La Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 2 décembre 1949.

Histoire de l'esclavage

L'esclavage existe depuis l'Antiquité, lorsque les vaincus des guerres étaient transformés en esclaves et contraints de travailler sans contrepartie. Dans l'Égypte ancienne, les esclaves construisaient les temples et les pyramides. Sous l'Empire romain, des milliers de personnes ont été réduites en esclavage pour servir les riches et travailler dans les fermes et les mines.

Entre le 16e et le 19e siècle, l'esclavage a traversé l'Atlantique. Des millions d'Africains ont été contraints de quitter leur pays pour travailler dans des conditions inhumaines dans les Amériques. Même après l'abolition officielle dans de nombreux pays, la lutte contre l'esclavage n'est toujours pas terminée.

L'esclavage moderne : une réalité inacceptable

L'esclavage existe encore aujourd'hui, mais sous différentes formes. Selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), plus de 40 millions de personnes vivent dans des situations d'esclavage moderne. Entre autres, on peut compter :

– Le travail forcé : des personnes sont contraintes de travailler sans droits et sans possibilité de partir.

– La traite des êtres humains : des réseaux criminels exploitent des femmes, des enfants et des hommes à des fins de travail ou d'exploitation sexuelle.

– Les mariages forcés : des millions de femmes et de jeunes filles sont mariées de force contre leur gré.

Les pays les plus touchés sont certaines régions d'Asie, d'Afrique et même d'Europe et d'Amérique. De nombreux travailleurs migrants sont confrontés à des conditions proches de l'esclavage dans les exploitations agricoles, la construction et l'industrie textile.

Que pouvons-nous faire ?

– Éducation et sensibilisation : Il est essentiel d'apprendre les droits humains et d'enseigner aux enfants à identifier les situations d'exploitation.

– Signalement : les cas de travail forcé ou de traite des êtres humains doivent être signalés aux autorités. De nombreuses organisations et lignes d'assistance téléphonique sont prêtes à apporter leur aide.

– Des choix de consommation conscients : Lorsque vous achetez des produits, il est important de savoir s'ils ont été fabriqués sans exploitation. Privilégiez les marques qui respectent les droits humains.

Notre engagement

Les humanistes s'engagent pour :

– La fin de toutes les formes d'esclavage moderne.

– La création de lois plus strictes contre le travail forcé et la traite des êtres humains.

– Le soutien aux victimes par le biais de programmes de réhabilitation et d'éducation.

L'esclavage est l'une des plus grandes violations des droits humains. À l'occasion de la Journée internationale contre l'esclavage, nous réaffirmons notre engagement à lutter pour un monde plus juste et plus libre pour tous, où l'être humain est la valeur centrale.

Prezzensa Partido
Humanista Internacional
14 Décembre 2024

Espagne: Six morts dans des pirogues en provenance de la Mauritanie



Par Samuel Benshimon

Six personnes ont perdu la vie au cours des dernières heures sur la route canarienne, plus précisément à bord de deux des quatre pirogues arrivées sur l'île d'El Hierro, avec à leur bord un total de 284 migrants clandestins partis de Nouakchott il y a plusieurs jours, selon des sources médicales.

La première de ces embarcations a atteint La Restinga, avec 67 personnes dont 9 femmes et 12 mineurs à bord secourues mardi par la Salvamar Adhara. Ces migrants qui sont originaires du Mali, de l'Egypte, du Sénégal et de la Guinée-Bissau, avaient quitté la capitale mauritanienne il y a quatre jours.

La deuxième pirogue a été secourue par l'Adhara à 15 kilomètres d'El Hierro. Elle avait également quitté Nouakchott il y a quatre jours et transportait 74 passagers originaires du Mali, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire dont 69 hommes, 3 femmes et 2 enfants.

La troisième embarcation a atteint l'île la plus occidentale des Canaries ce mercredi, avec 81 hommes en provenance du Mali, du Sénégal, du Bangladesh et de Gambie, dont cinq décédés. Ils étaient partis de Nouakchott il y a cinq jours. À leur arrivée au port, douze membres de cette expédition ont été évacués vers l'hôpital local, et douze autres ont reçu des soins médicaux sur place.

La quatrième pirogue a été secourue par la Guardamar Polimnia à environ 93 kilomètres d'El Hierro. Un des 62 occupants (provenant du Mali, de Gambie, de Mauritanie et du Sénégal) a perdu la vie.

Tous les passagers de cette embarcation étaient des hommes, à l'exception de huit femmes et d'un mineur, et ils naviguaient depuis trois jours depuis la capitale mauritanienne, d'après la presse espagnole (EFE).

Sahel Intelligence
11 décembre 2024

Sahel : La CEDEAO accorde six mois aux pays de l'AES pour revenir sur leur décision de quitter l'organisation

Par Samuel Benshimon

Lors du sommet ordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réuni dimanche à Abuja, les chefs d'État et de gouvernement ont annoncé un délai de six mois pour que les autorités du Burkina Faso, du Mali et du Niger puissent revenir sur leur décision de quitter l'organisation, prévue officiellement pour fin janvier 2025. Cette période de rétraction permettra aux trois pays de réexaminer leur choix avant la date de leur départ définitif.

La CEDEAO a également mis en place une « période de transition » jusqu'au 29 juillet 2025, pendant laquelle l'organisation maintiendra ses portes ouvertes à ces pays, comme l'a expliqué Omar Touray, président de la Commission de la CEDEAO. Selon les règles en vigueur, les trois pays cesseront officiellement d'être membres de la CEDEAO à partir du 29 janvier 2025, a précisé M. Touray.

Le sommet a permis de présenter le rapport du médiateur de la CEDEAO, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, concernant les négociations avec les trois pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), ainsi que d'autres questions liées à la sécurité.

Vendredi, les autorités des trois pays de l'AES avaient déclaré que leur décision de quitter la CEDEAO était « irréversible » et avaient instauré un espace sans visa pour les ressortissants de l'organisation. Les pays membres de l'AES ont également pris plusieurs mesures pour renforcer leur confédération.

Sahel Intelligence
16 décembre 2024



Les chefs d'État ouest- africains lors de la 66e session ordinaire du sommet de la CEDEAO à Abuja le 15 décembre 2024.



Retour diplomatique de la France à Damas après 12 ans

Le ministère français des Affaires étrangères a fait savoir, mardi 17 décembre, que le drapeau français est de nouveau hissé au-dessus de l'ambassade française à Damas, marquant ainsi la réouverture de cette représentation diplomatique après une fermeture de douze ans.

Cette décision intervient dans un contexte où les relations entre la France et le gouvernement de Bachar al-Assad, avaient été rompues en raison de la guerre civile syrienne. Selon l'agence de presse Reuters, à l'occasion de la réouverture de l'ambassade, une rencontre a eu lieu entre des diplomates français et un membre de l'autorité de transition syrienne.

Le ministère français des Affaires étrangères a indiqué que la réouverture de l'ambassade de France à Damas s'inscrit dans le cadre de promouvoir la transition politique pacifique en Syrie, englobant toutes les composantes de la société syrienne.

Les diplomates français ont précisé que dans ce processus, Paris mettrait l'accent sur des questions importantes telles que la sécurité collective, notamment la lutte contre Daech et d'autres organisations terroristes.

La délégation diplomatique française s'est également rendue à l'ambassade de France, fermée depuis 2012, dans le but de rétablir une présence diplomatique en Syrie, compte tenu des évolutions politiques et des impératifs de sécurité sur le terrain. Parallèlement, les diplomates français ont exprimé les préoccupations de Paris concernant le sort des prétendus arsenaux d'armes chimiques de l'ancien gouvernement syrien.

En outre, le ministère français des Affaires étrangères a indiqué que ses diplomates ont eu des échanges de vues avec des représentants de diverses communautés syriennes. Le ministère souligne que le but de l'expédition de ses diplomates en Syrie est d'évaluer la situation du pays après le renversement du gouvernement de Bachar al-Assad.



Le drapeau français, hissé au-dessus de l'ambassade française à Damas. ©IRNA

PressTV 17 Décembre 2024

Panama : marche contre les réformes des retraites



Les travailleurs manifestent au Panama contre la réforme du système de retraite

Les manifestants exigent que cette proposition soit annulée en raison de l'allongement de trois ans de la durée de la retraite.

Jeudi, les mouvements sociaux panaméens ont marché vers le siège de l'Assemblée nationale pour protester contre le projet de loi sur les retraites promu par le gouvernement de José Raúl Mulino.

Vers 18 heures, les travailleurs qui s'opposent au projet de réforme de la caisse de sécurité sociale du président panaméen Mulino sont arrivés à la marche.

La proposition est en cours de premier débat au sein de la Commission de la Santé, plusieurs groupes s'y sont opposés, ils ont demandé au gouvernement de céder les corridas et il y a eu certaines divergences entre les responsables, entre autres l'ancien président Ricardo Martinelli.

Les travailleurs se sont regroupés avec des slogans comme la résistance au transfert de ces ressources vers des administrations privées.

De même, ils demandent que cette proposition soit annulée en raison de l'augmentation de trois ans de la durée de la retraite, tant pour les hommes que pour les femmes. Le gouvernement panaméen a fixé au 31 décembre la date limite pour que l'Assemblée approuve cette loi.

Cependant, les mêmes membres de cette commission ont déclaré que cela ne peut pas se faire en imposant un délai, car il s'agit d'une loi très complexe qui traite de problèmes structurels tels que le chômage des jeunes, le taux élevé d'informalité - qui atteint près de 50 pour cent dans le pays -, bas salaires et inégalité des chances.

TeleSUR
13 décembre 2024

Pérou : 2 ans de scandales et de répression

Par Aarón Rodríguez

Les deux années de gouvernement de Dina Boluarte ont été marquées par des scandales qui ont provoqué un mécontentement social grandissant.

Parmi les plus graves scandales se trouvent les morts pendant les protestations pendant lesquelles des organismes internationaux ont remis en question l'usage de la force par l'État. Elle a également été impliquée dans le « rollexgate » lié à des cadeaux reçus et à la controverse autour de sa chirurgie esthétique, qui a ouvert des débats sur la transparence et l'utilisation du temps présidentiel.

Son frère, Nicanor Boluarte, est l'objet d'une enquête pour ses relations présumée avec l'organisation criminelle, « les Waykis dans l'ombre. » Cela s'ajoute aux critiques pour les avancées limitées dans des domaines clés comme la sécurité des citoyens et la lutte contre la corruption.

En deux ans de gouvernement, Dina Boluarte a accumulé les scandales et les critiques pour sa répression et sa mauvaise gestion. Les morts lors des protestations reflètent un usage excessive de la force, tandis que le « Rolexgate » et sa chirurgie esthétique, mettent en évidence l'absence de transparence. De plus, l'entête concernant son frère pour des liens criminels aggrave la perception de corruption et l'éloignement des revendications des citoyens.

Bien que Dina Boluarte tente de se présenter comme un défenseur de la démocratie, son mandat a été marqué par la répression et différents scandales qui démentent cette image.

Le procureur de la nation a récemment engagé une enquête, enquête préliminaire de plus contre Dina Boluarte, cette fois pour des délits présumés d'omission d'actes fonctionnels et abandon de poste.

HispanTV11 Décembre 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 12 Décembre 2024



La présidente du Pérou Dina Boluarte

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

AUTOS WANTED

We buy 8,000 cars a week. Sell your old, busted or junk car with no hoops, haggles or headaches. Sell your car to Peddle. Easy three step process. Instant offer. Free pickup. Fast payment. Call 1-855-403-3374

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

MISCELLANEOUS

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and

L'Afrique du Sud a célébré la Journée nationale de la réconciliation

Comme chaque 16 décembre depuis 1995, le peuple sud-africain a célébré la Journée de la Réconciliation Nationale, un nom institué par le gouvernement d'unité nationale sous la présidence de Nelson Mandela dans le but de parvenir à la réconciliation entre les différents groupes ethniques et sociaux, de construire une nouvelle nation et d'encourager l'harmonie et l'unité.

L'importance de ce jour férié a remplacé le Jour du Serment, auparavant célébré uniquement par la communauté afrikaner, et englobe à la fois la reconnaissance historique qu'il représente pour la communauté afrikaner en souvenir de la migration des pionniers qui ont échappé au joug colonial britannique, ainsi que la lutte contre l'oppression à laquelle la population noire a été soumise pendant la période de l'apartheid.

Dans son discours commémoratif prononcé depuis la vallée de la paix, dans la ville rurale de Vredendal, le président Cyril Ramaphosa a déclaré que cette journée était consacrée à « panser les blessures historiques et à construire de nouveaux avenirs ».

Après avoir évoqué les situations d'expulsion auxquelles les travailleurs agricoles continuent d'être confrontés de la part des agriculteurs locaux, il a appelé les employeurs à traiter les gens humainement et à leur fournir un logement et un salaire décents. « *Nous insistons sur le fait que chacun doit veiller à ce que la loi soit respectée et à ce que les droits de tous soient protégés* », a déclaré M. Ramaphosa. « *Le passé est peut-être derrière nous, mais ses blessures demeurent. De profondes cicatrices nous rappellent nos expériences douloureuses. Nous ne pouvons pas guérir ces blessures historiques en oubliant notre passé. Il y a des choses à faire pour guérir les blessures du passé* », a-t-il souligné.

Dans une autre partie de son discours, le président en exercice a souligné que la réconciliation n'est pas un acte symbolique. Elle nécessite une transformation fondamentale de la société pour créer une nation juste et équitable.

M. Ramaphosa a profité de l'occasion pour annoncer qu'en 2025, année du 30e anniversaire de la démocratie dans le pays, un dialogue national sera organisé pour que les citoyens discutent de la forme de la future voie de développement à laquelle ils aspirent.



Le Cap, monument avec les statues d'Albert Luthuli, Desmond Tutu, Thabo Mbeki et Nelson Mandela. (Crédit image: Simisa, CC BY 3.0, via Wikimedia Commons)

« *Ce dialogue nous donnera l'occasion de relever les défis auxquels nous avons été confrontés au cours des 15 dernières années, à savoir la faible croissance et le chômage, la pauvreté et la faim, la mauvaise gouvernance, la lenteur de la réforme agraire et la corruption.*

Nous voulons également que le dialogue national aborde des problèmes urgents tels que la violence fondée sur le genre et le féminicide, la fragmentation sociale, le racisme, l'homophobie et le sexisme, la violence et l'instabilité », a déclaré M. Ramaphosa.

M. Ramaphosa a ensuite souligné que l'année prochaine, l'Afrique du Sud deviendra le premier pays africain à diriger le G20 sur le thème « Solidarité, égalité et durabilité ».

Enfin, il a appelé à célébrer cette journée avec nos proches, en faisant un « *effort concerté pour nous réconcilier également en tant que familles et amis* ».

Malgré des efforts considérables et de nobles aspirations, l'Afrique du Sud reste un pays marqué par de profondes inégalités et divisions qui affectent la vie de ses habitants.

Et pourtant, l'appel à une véritable réconciliation pour réparer les souffrances du passé et participer à la construction d'une vie digne pour chacun de ses habitants continue de briller à l'horizon comme la seule voie possible pour aller de l'avant.

Vredendal 17 décembre 2024

Mayotte : Le cyclone Chido a fait « certainement plusieurs centaines » de morts, « peut-être » même « quelques milliers »


Mayotte dévastée par le cyclone Chido

Par Fatma Ben Amor

Le cyclone Chido a fait «certainement plusieurs centaines» de morts à Mayotte, «peut-être» même «quelques milliers», a déclaré ce dimanche le préfet du département français d'outre-mer, François-Xavier Bieuville. *« Je pense qu'il y aura certainement plusieurs centaines, peut-être approcherons-nous le millier, voire quelques milliers »* de morts, a déclaré François-Xavier Bieuville sur la chaîne publique Mayotte la 1ère, estimant qu'il sera *« très difficile d'avoir un bilan final »*.


Chido a frappé de plein fouet l'archipel de Mayotte

Jusqu'ici, les autorités ont avancé un bilan provisoire d'au moins 14 morts dans le petit archipel de l'océan Indien après le passage de ce cyclone tropical d'une intensité exceptionnelle. Le maire de Mamoudzou, Ambdilwahedou Soumaila, avait décrit une situation dramatique : « Les routes sont coupées, le réseau électrique ne fonctionne pas, et les secours peinent à accéder aux zones périphériques comme Passamainty et Tsountsou ».

Les habitations précaires ont été complètement dévastées selon «Mayotte la 1ère» qui reprend la description d'un habitant : « *C'est comme si une bombe atomique avait frappé Mayotte* ». Pour faire face à cette situation catastrophique, une réunion interministérielle de crise s'est tenue samedi soir à Paris, en présence du Premier ministre François Bayrou et du ministre démissionnaire de l'Intérieur Bruno Retailleau. Ce dernier a assuré sur les réseaux sociaux que « *l'État est pleinement mobilisé face à l'épreuve tragique que traversent les habitants de Mayotte* »

Agence Anadolu
15 Décembre 2024